

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2355 - 20 septembre 2013 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

Hollande à la TV

**Un président
au service
des patrons**

p. 13

PSA

**Réactions
contre
le plan
patronal**

p. 10

Syrie

**Fausse
discussion
sur les
armes
chimiques**



**2008, la faillite de Lehman-Brothers
D'une crise financière à l'autre...**

p. 16

SOMMAIRE

Leur société

- p. 4 ■ Après la journée du 10 septembre
■ Fête de l'Humanité
■ Les Verts et le gouvernement
- p. 5 ■ Hollande et les impôts
■ Le slogan consommer « français »
■ Crédit impôt compétitivité
■ Les dividendes du CAC 40
- p. 6 ■ Bal des hypocrites à l'UMP
■ Escalade xénophobe à Hautmont (Nord)
■ Fil Rouge
- p. 7 ■ La Cour des comptes veut dérembourser les lunettes
■ Le système Dassault à Corbeil-Essonnes
■ La chasse aux migrants continue à Calais
- p. 12 ■ Le costard d'Hollande
- p. 15 ■ La mobilisation continue à la Maternité des Lilas

Dans le monde

- p. 8/9 ■ Reprise dans l'automobile aux États-Unis
■ Coup de colère chez Opel Bochum (Allemagne)
■ Montée des emplois « zéro-heure » en Grande Bretagne
■ Ouverture d'une mine d'or en Roumanie
- p. 10 ■ Syrie et armes chimiques
■ Il y a vingt ans - Les accords d'Oslo
- p. 16 ■ Cinq ans après la faillite de Lehman-Brothers
■ La prétendue reprise immobilière aux États-Unis
■ Populations sous la menace des spéculations

Dans l'enseignement

- p. 11 ■ En Haute-Garonne : changement dans la continuité
■ Fermeture d'une classe de maternelle à Belfort
■ Collège Politzer - Bagnolet
■ Collège Lakanal - Vitry-sur-Seine
■ Collège Gabriel-Péri - Aubervilliers

Dans les entreprises

- p. 12 ■ Grève à Mediapost
■ Grève des pompiers de Chartres
■ EDF et l'irradiation
- p. 13 ■ La mobilisation grandit chez PSA : à Mulhouse, Sochaux, Poissy, Aulnay-sous-Bois
- p. 14 ■ Mobilisation contre les licenciements chez Michelin - Joué-lès-Tours
■ Lutte des « PRV » chez Renault
■ Cancer du bitume
- p. 15 ■ Nouvelles suppressions d'emplois chez Air France
■ Grève à la maintenance sur la ligne D du RER
■ Le Crédit impôt compétitivité pour la SNCF

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

**Samedi
28 septembre**

TOURS

de 14 h 30 à minuit
Salle des Fêtes de
Saint-Pierre-des-Corps

**Samedi 28
et dimanche
29 septembre**

LYON

À partir de 17 h le samedi et
de 11 h 30 le dimanche
Espace Mosaïque à
Saint-Priest
47, rue Aristide-Briand
(route d'Heyrieux)

Dimanche 29 septembre
à 16 h :
Allocution de Nathalie
Arthaud, porte-parole nationale de Lutte Ouvrière

TOULOUSE

À partir de 18 h le samedi et
de 11 h le dimanche
Hall 8 du Parc des
Expositions

Dimanche 29 septembre
à 15 h :
Allocution de Jean-Pierre
Mercier, porte-parole nationale de Lutte Ouvrière

**Samedi
5 octobre**

LILLE

de 15 h à minuit
Espace Concorde, quartier
Cousinerie, rue Carpeaux
à Villeneuve-d'Ascq
À 19 h, allocution de Nathalie
Arthaud, porte-parole nationale de Lutte Ouvrière

RENNES

de 15 h à minuit
Carrefour 18, 7, rue d'Espagne (métro Henri-Fréville)
À 18 h, allocution de Jean-Pierre Mercier, porte-parole national de Lutte Ouvrière

ORLÉANS

de 14 h 30 à minuit
Salle Eiffel, 15, rue de la
Tour-Neuve

REIMS

à partir de 15 h
Salle Rossini (devant
le centre commercial
Courlancy)



Les Amis de la Commune de Paris font la fête

Le samedi 28 septembre, les Amis de la Commune de Paris 1871 commémorent celle-ci en faisant la fête. C'est l'occasion de se retrouver pour passer un bon moment, écouter des chansons du mouvement ouvrier et échanger des idées.

La fête aura lieu de 14 h 30 à 20 h place de la Commune-de-Paris (angle des rues de la Butte-aux-Cailles et de l'Espérance) à Paris 13^e.

Au programme : Nag'Air (14 h 30), Riton-la-Manivelle (15 h 30), rock avec le groupe Crève-Moi (16 h 30), allocution des Amis de la Commune (17 h 30) et Francesca Solleville qui interprétera les chants de la Commune (18 h 30).

Pour en savoir plus : tél. 01 45 81 60 54 - amis@commune1871.org - www.commune1871.org

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte Ouvrière en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Le président des patrons a parlé

Débarqué dans l'affaire syrienne par les Américains et les Russes, Hollande s'est rabattu, le soir du 15 septembre, sur une interview de Claire Chazal sur TF1. Il a ainsi pu faire, longuement, son autopromotion de chef de guerre. Outre que l'accord signé entre les États-Unis et la Russie ne met pas fin à l'atrocité de la guerre en Syrie, il montre que le zèle belliqueux de Hollande n'était que pitoyable gesticulation destinée à le placer sur la scène internationale.

Pour le reste, Hollande n'a fait que radoter les mensonges patronaux. À la journaliste qui rappelait que 500 000 emplois ont été détruits en un an, et qui demandait comment changer les choses, Hollande a répondu : compétitivité !

À la question de savoir comment renouer avec la croissance, Hollande a répondu : compétitivité ! Au problème de la fiscalité qui pèse de plus en plus sur les travailleurs et les plus modestes, Hollande a répondu : compétitivité !

Hollande n'a parlé ni des salaires, ni des retraites, tant les problèmes des travailleurs ne sont pas les siens. Mais s'il en avait parlé, il y a fort à parier qu'il aurait répondu : compétitivité !

Oui, Hollande est bien le président des patrons !

Dans les entreprises, les patrons ne disent rien d'autre. Au moment même où le PDG du groupe Peugeot-Citroën expliquait « *le pire est derrière nous* », il annonçait un plan de compétitivité avec suppression de primes, baisse de majorations, gel des salaires, mobilités forcées et... nouvelles suppressions d'emplois ! La direction dit vouloir faire 100 millions d'économies. Cela veut dire prendre au moins 1 000 euros par salarié et par an.

Alors, « le pire est peut-être passé » pour les grands actionnaires, pour le grand patronat, pour le gouvernement ; mais pour les travailleurs, il est à venir, s'ils se laissent faire.

Hollande table sur un redémarrage de l'économie, mais cela ne l'empêche pas de faire les poches des travailleurs, avec l'augmentation de la TVA au 1^{er} janvier prochain, avec l'augmentation des impôts pour les salariés et retraités modestes, avec la suppression d'avantages sociaux.

Cela ne l'empêche pas d'attaquer les retraites, de remettre en cause le droit élémentaire des travailleurs à profiter un peu de la vie après des années de travail dans des conditions de plus en plus dures. Cela ne l'empêche pas de prévoir des coupes drastiques pour

les hôpitaux et autres services publics.

Alors nous sommes prévenus : si reprise il y a, elle sera pour la compétitivité, c'est-à-dire pour les affaires, pour les profits et pour les plus riches.

Le grand patronat a profité de la crise pour aggraver l'exploitation. Avec la complicité du gouvernement et au nom de la compétitivité, il a fait reculer les salaires et les droits des travailleurs des années en arrière, les transformant en main-d'œuvre malléable et corvéable. Avec la crise, le grand patronat a pris l'avantage ; il ne le lâchera qu'à condition que les travailleurs se battent pour leur dû.

Aujourd'hui, revendiquer un CDI, une retraite pleine et entière, à 60 ans avec 37,5 annuités de cotisation, un salaire digne de ce nom, est taxé d'utopie. Ce qui existait il y a vingt ans est devenu... utopique. Voilà le bilan de l'économie capitaliste et de la compétitivité ! Alors non, la compétitivité n'est pas l'avenir, c'est le passé : c'est l'exploitation, le travail à la tâche, les salaires de misère.

La concurrence économique, la baisse du coût du travail, la défense des marges patronales, sont les raisons d'être des capitalistes, leur façon de fonctionner, c'est la base de leur enrichissement. Que le gouvernement socialiste les reprenne à son compte ne doit pas nous étonner, il est dévoué corps et âme aux capitalistes. Mais les travailleurs n'ont rien à gagner à marcher dans ce système.

Les travailleurs doivent faire entendre leur propre voix, leurs intérêts d'exploités. La priorité et l'urgence pour les travailleurs, c'est la fin des licenciements, l'embauche partout où le personnel manque, partout où la cadence de travail et les horaires sont devenus insoutenables. La priorité des travailleurs, c'est l'augmentation des salaires et la sauvegarde de leur pouvoir d'achat.

Gouvernement et patronat diront, la main sur le cœur, qu'ils ne peuvent pas, que ce n'est pas encore l'heure, qu'il y a encore bien des difficultés et qu'il faut être compétitif.

Eh bien, s'ils ne sont pas capables d'assurer le minimum vital aux travailleurs, qu'ils laissent la place ! Si le système capitaliste n'est pas en mesure de garantir aux exploités leur droit élémentaire à avoir un emploi et à vivre, il faut le renverser ! Comme disait Marx, dans la société capitaliste, les travailleurs n'ont à perdre que leurs chaînes.

• Le projet industriel de Hollande et Montebourg

Des plans sur la comète et des milliards pour les patrons

Jeudi 12 septembre, Hollande et Montebourg ont présenté leur projet industriel destiné, selon eux, à « *redresser l'industrie française* ». Ce projet ne comporte pas moins de trente-quatre plans pour développer des secteurs industriels considérés comme porteurs dans un avenir proche. Il s'agit par exemple

de fabriquer une voiture à pilotage semi-automatique, un avion électrique, des éoliennes flottantes, un dirigeable destiné au transport des charges lourdes...

Tout en reconnaissant que certains de ces plans n'aboutiront certainement pas – Montebourg s'estimerait satisfait avec la réussite de 25 d'entre eux

seulement – Hollande et Montebourg n'hésitent pas à « chiffrer » tout ce qu'ils pourraient apporter à l'économie française : ils promettent une production accrue, des exportations en hausse, et pas moins de 480 000 emplois « *créés ou sauvés en dix ans* ». Dans le passé, les travailleurs ont entendu bien d'autres

promesses du même acabit, ce qui n'a pas empêché la destruction de plus de 800 000 emplois ces dix dernières années.

Côté patronat, les promesses sont plus concrètes. Les industriels qui développeront ces trente-quatre projets, c'est-à-dire essentiellement les plus grandes entreprises du pays, Renault,

Air France, Alstom, EADS, Bolloré, etc., se partageront une enveloppe de 3,5 milliards d'euros, qui pourra être assortie, si besoin, de commandes de l'État. Le « redressement industriel » façon Hollande et Montebourg, c'est de l'argent pour les patrons et du vent pour les travailleurs.

Valérie FONTAINE

• Après la journée du 10 septembre

Que propose la CGT?

Les manifestations organisées le 10 septembre ont montré que dans tout le pays des milliers de militants et de travailleurs ne sont pas prêts à accepter les attaques du patronat et du gouvernement sans rien dire. De ce point de vue cette mobilisation n'était donc pas cet échec que les médias aux ordres avaient annoncé. Mais nombre de travailleurs qui ont manifesté se posent naturellement la question de quoi faire après cette journée du 10 septembre. Et ce n'est pas la politique des directions syndicales, pas plus celle de la CGT que celles des autres syndicats, qui peut leur apporter une réponse.

Le secrétaire de la CGT, Thierry Le Paon, a annoncé l'organisation d'une autre journée de mobilisation, sans toutefois avancer de date. Mais quelle perspective la CGT propose-t-elle? Début septembre, dans les meetings de rentrée qu'il a tenus, le ton du secrétaire de la CGT se voulait certes combatif. Mais sur le fond, qu'a-t-il défendu? Il s'est félicité de la participation de la CGT aux conférences sociales, ces réunions entre représentants du patronat,

du gouvernement et des confédérations syndicales qui n'ont servi qu'à écouter, et finalement, de fait, à approuver les diktats patronaux. Il a expliqué que ce gouvernement «écoute» trop le patronat, et «pas assez» la CGT, mais que, suite aux meetings de la CGT, «l'audition commencerait à revenir». Et le secrétaire de la CGT de conclure: «Nous sommes donc sur la bonne voie!», et ce, alors que ce gouvernement poursuit ses mesures antiouvrières!

Dans son entretien à *L'Humanité Dimanche* du 5 septembre, Thierry Le Paon est encore plus clair. «Avec ce gouvernement, tel qu'il est, dit-il, les choses peuvent avancer», ajoutant plus loin qu'«il y a une différence entre la gauche et la droite. Considérer que c'est la même chose c'est permettre au Front national d'empocher la mise. Jamais la CGT ne fera ce jeu.» Dénoncer le gouvernement pour ce qu'il est, un gouvernement entièrement au service des patrons, serait donc faire le jeu de l'extrême droite. Tout le monde l'aura compris, il ne reste donc qu'à le «soutenir».

Alors proposer des journées d'action sans véritable plan, et surtout sans objectifs clairs, ne peut pas aider les travailleurs qui cherchent quoi faire. Il faut dire la vérité. On ne pourra s'opposer aux attaques

des patrons sur les salaires, sur l'emploi, sur les retraites que si les travailleurs sont capables, par une mobilisation ample, déterminée, par leur organisation, de renverser le rapport de force avec le patronat. Aujourd'hui, le moral n'y est pas, et les travailleurs ne sont pas prêts à cela. Mais on peut s'y préparer en défendant dès maintenant des objectifs qui devront être ceux des luttes de demain, tels que l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous avec maintien du salaire, et encore l'échelle mobile des salaires et des retraites.

Il faut être convaincu qu'il s'agit d'une guerre avec le patronat et que ce gouvernement est entièrement à son service. Mais une telle politique, on ne peut visiblement pas l'attendre de la direction de la CGT.

Aline RETESSE

• Fête de L'Humanité

Le PCF... à la remorque du PS

Les 13, 14 et 15 septembre, la fête de *L'Humanité* a rassemblé beaucoup de monde. Cette affluence est chaque année la preuve, au-delà des péripéties électorales, de l'existence dans les couches populaires de très nombreux militants et sympathisants se sentant liés au Parti communiste. Mais entre ce large milieu et la direction du PCF, il n'y a pas les mêmes préoccupations.

Au quotidien, dans les entreprises, bien des militants du PCF font face à la politique patronale dont les coups ont redoublé avec l'aggravation de la crise, et que l'élection de Hollande n'a en rien entravée. Ce n'est plus par le raisonnement mais par les faits qu'on peut voir que ce gouvernement élu avec les voix des travailleurs, y compris avec celles des électeurs du PCF, se situe des deux pieds dans le camp de la bourgeoisie.

Pourtant, à l'approche des élections municipales, préoccupée de sauver sa présence dans les municipalités, la direction du PCF se propose une fois de plus de s'allier au PS. Et pour justifier les accords à venir, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, à l'occasion de son discours de clôture de la fête de *L'Humanité*, a remis le couvert des illusions dans une prétendue «politique



de gauche» que l'on pourrait obtenir d'un «bon gouvernement de gauche».

Il est compréhensible que nombre de militants soient déçus. Car s'ils voient clairement leur ennemi dans ce gouvernement qui sert la politique patronale, ils sont attachés aux municipalités de gauche où, au niveau local, ils essaient de limiter les dégâts sociaux du chômage et de la crise. C'est ainsi que le PCF justifie la recherche d'alliances électorales avec le Parti Socialiste. Mais ces alliances sont aussi politiques et apparaîtront donc comme un soutien à la politique antiouvrière du gouvernement qui contribuera, c'est certain,

à écoeurer et démoraliser toujours plus les travailleurs qui lui faisaient confiance.

Cette politique du PCF n'est pas nouvelle et les militants de ce parti ne peuvent pas ne pas savoir quelles en sont les conséquences. C'est à cause d'elle que depuis des années l'audience du PCF a considérablement reculé et que bon nombre de militants ont été démoralisés.

Entre la politique d'un gouvernement qui s'attaque aux travailleurs et la défense des intérêts de ceux-ci, il faut choisir. S'affirmer communiste devrait signifier lutter pour une société débarrassée du capitalisme, organisée en fonction des intérêts du plus

grand nombre, les travailleurs. Il n'est bien sûr pas possible de la proclamer demain, mais au moins faut-il indiquer la voie qui peut y conduire; celle-ci va bien au-delà de la défense des travailleurs au niveau municipal. Il s'agit d'organiser la classe ouvrière dans la lutte pied à pied contre les privilèges de la classe capitaliste, pour devenir capable de la renverser.

Cette politique-là est présentée comme utopique. Mais elle l'est bien moins que de continuer à courir, élection après élection, après le mirage d'un «bon gouvernement» qui agirait dans le cadre de ce système.

Pierre ROYAN

• Les Verts Retenez-moi ou je fais un malheur

L'abandon par le gouvernement d'une taxation du diesel a suscité de nombreuses réactions dans le groupe Europe Écologie les Verts de l'Assemblée nationale, qui s'est une nouvelle fois interrogé sur la présence des ministres écologistes au gouvernement. Certains ont même menacé de ne pas voter le budget.

«Le budget 2014 tel qu'il a été présenté est illisible et pas votable en l'état», a ainsi critiqué François de Rugy, le coprésident du groupe à l'Assemblée, dénonçant «une absence totale de précisions sur la fiscalité écologique» et «un très mauvais signal sur le diesel». Cette nouvelle bronca des écologistes arrive opportunément à l'approche des municipales; une manière pour ce courant de faire valoir sa différence avec le gouvernement auquel il participe, une manière aussi de faire monter les enchères dans les tractations en cours pour le partage des municipalités.

Force est de constater cependant qu'on entend davantage les députés que les ministres qui, pour leur part, sont prudemment silencieux. Cécile Duflot, qui déclarait fièrement il y a peu qu'un ministre, «ça agit, ça ouvre sa gueule et ça ne démissionne pas», montre une nouvelle fois qu'elle tient surtout à la dernière partie de son programme. Il faut également observer que le monde des Verts n'est pas agité par les licenciements, les augmentations d'impôts dont sont victimes les milieux populaires ou par l'allongement de la durée du travail. Non, ce qui émeut les écologistes c'est le refus du gouvernement d'ajouter une taxe supplémentaire qui pénaliserait davantage encore les salariés les plus modestes, ceux qui possèdent de vieilles voitures roulant au diesel.

Si les écologistes voulaient prendre à contre-pied ce gouvernement qui prétend ne pas vouloir créer d'impôt supplémentaire, ils pourraient demander que l'essence soit moins taxée que le diesel et que les marges des pétroliers soient diminuées. Ce serait au moins un geste en faveur des salariés. Mais ce n'est pas par oubli que les écologistes ne font pas de tels choix, mais bien parce que la politique qu'ils défendent est éloignée des intérêts des classes populaires.

Aline URBAIN

• Hollande et les impôts

Vous paierez moins que si vous aviez payé plus

Annoncée par TF1 comme un événement, l'interview de François Hollande dans le cadre du 20 heures le 15 septembre n'a pas bouleversé l'audience habituelle du journal. D'ailleurs les téléspectateurs qui auraient pu espérer quelque nouvelle encourageante concernant les salaires bloqués, les prix en hausse ou l'explosion des impôts en ont été pour leurs frais.

Foin des vagues promesses de « justice fiscale » à usage de campagne électorale : l'entourage du président se contente à présent d'évoquer une future « pause fiscale », ce qui serait le minimum après que, sous prétexte de réduction des déficits, 12 milliards d'impôts supplémentaires ont été prélevés sur la population. L'interviewé le confirme, plutôt que d'impôts supplémentaires, il s'agira surtout « d'économies sur le budget de l'État et de la Sécurité sociale », en d'autres termes de suppressions d'emplois dans les services publics, entraînant à leur tour une dégradation de ceux-ci, et de diminutions des

remboursements ou des prestations en cas de maladie.

Mais en matière d'impôts ? C'est mieux que si cela avait été pire, estime Hollande en substance, mieux que si son concurrent à la présidence avait été élu. La hausse de la TVA annoncée par Sarkozy ? Hollande l'a reportée de quatorze mois. La hausse des cotisations retraite ? Rien à voir avec les impôts, elle est destinée à financer les retraites ! Quant à tous ceux qui, suite au blocage du barème, ont vu leur impôt sur le revenu 2011 et 2012 augmenter, à ceux qui n'étaient pas imposables et le deviennent, ils devraient se sentir rassurés,

puisque, « pour 2014, le barème va être réindexé sur le coût de la vie ». Mais il n'est pas question d'un retour en arrière et ceux qui désormais paient plus, continueront.

La réalité, derrière les paroles soporifiques, c'est bien que, du fait de la diminution du plafond du quotient familial, 1,3 million de familles paieront en moyenne 64 euros de plus par mois. La réalité, c'est que pour financer les 20 milliards de crédit impôt compétitivité alloués chaque année aux entreprises, la TVA augmentera de 19,6 à 20% et de 7 à 10% pour le taux intermédiaire. C'est aussi que la cotisation vieillesse, en hausse de 0,3%, ponctionnera les salaires de 4,5 euros par mois au niveau du smic. C'est encore que, contraints de déclarer la part patronale concernant les mutuelles collectives d'entreprise,



16 millions de salariés devront verser près d'un milliard de plus au fisc.

Soyons positifs : un impôt va vraiment diminuer, et pourtant Hollande n'en a pipé mot. L'impôt sur les sociétés, actuellement à 33,3 %, après avoir

été à 50 % sous Giscard d'Estaing, devrait baisser à 30 %. Hollande n'a donc pas usurpé le titre dont il s'est vanté devant la présentatrice de TF1, Claire Chazal : le président des entreprises.

Viviane LAFONT

• Crédit impôt compétitivité emploi

Un cadeau, et sans contrôle

Dans son rapport du 11 septembre 2013 sur le crédit impôt recherche, la Cour des comptes estime que celui-ci ne devrait pas pouvoir être cumulé avec le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) entré en vigueur depuis le début de l'année. En cumulant ces deux crédits, les entreprises, notamment les plus grandes, seraient doublement aidées.

Depuis janvier, le gouvernement a tout fait pour que les patrons puissent empocher rapidement les milliards du CICE. Il a proposé un préfinancement immédiat et sans contrepartie. Quant au financement proprement dit, le gouvernement a demandé à l'administration d'exclure le CICE des contrôles fiscaux, ce dont s'est félicité le ministre de l'Économie Moscovici à l'université d'été du Medef. Ce faisant, le gouvernement ne respecte même pas la loi

car, en 2012, les parlementaires avaient décidé d'assortir le CICE de quelques conditions, comme l'interdiction de financer avec cet argent une hausse des dividendes ou une augmentation des rémunérations des dirigeants. Une note de la Direction générale des Finances révélée par la CGT explique clairement : « Le CICE ne peut être remis en cause en cas de non-respect des critères légaux d'utilisation du crédit d'impôt. »

Après le crédit impôt recherche pointé du doigt aujourd'hui, la Cour des comptes pourra donc épingler le crédit impôt compétitivité emploi, le dernier cadeau au patronat inventé par Hollande. Il resterait à dénoncer les sacrifices qu'Hollande demande aux travailleurs pour tous ces cadeaux au grand patronat.

Cédric DUVAL

• Dividendes du CAC 40

De l'argent il y en a

Les entreprises du CAC 40 vont verser sous forme de dividendes à leurs actionnaires la moitié des 80 milliards de bénéfices faits en 2013. C'est davantage que l'année précédente. Ceux-ci voient également leur fortune augmenter grâce aux programmes de rachat d'actions. Les sociétés y consacrent cette année six milliards, soit 1,6 milliard de plus qu'en 2012. Pour racheter leurs propres actions, elles proposent à leurs détenteurs un cours bien supérieur aux dernières cotations. Quant aux bénéfices que rapportent les actions restantes, ils augmentent mécaniquement, puisque celles-ci sont moins nombreuses.

Cette année, c'est donc

banco et super banco pour les actionnaires. Les sociétés qui déversent sur eux ce pactole sont pourtant les mêmes qui, au nom de la compétitivité, licencient et réduisent leurs effectifs, comme Total, numéro un du CAC 40, qui ferme la plate-forme chimique de Carling en Moselle, ou Sanofi, par exemple.

C'est bien connu : à en croire les patrons, la moindre augmentation de salaire ou le maintien d'une usine peut mettre en péril la survie de l'entreprise. Les milliards versés aux actionnaires, eux, sont absolument sans danger. Ce serait même un signe de bonne santé !

D.M.

• Consommer « français »

Acte citoyen ou astuce marketing ?

Depuis qu'Arnaud Montebourg a posé pour le *Parisien* magazine dans sa marinière Armor Lux, en appelant à « consommer français », le drapeau tricolore et le « fabriqué en France » envahissent les catalogues de vente et les publicités les plus variées.

Optic 2000 a par exemple appelé sa dernière gamme de lunettes *Mode in France*, et a abandonné par la même occasion l'image de Johnny Hallyday qui, vivant une partie de l'année à Los Angeles, faisait trop mauvais genre en ces temps de crise ! Du côté des voitures, la Yaris fabriquée à Valenciennes est désormais désignée comme la *Toyota made in France*. Certains industriels sont même allés jusqu'au régionalisme, comme Findus qui a vanté ses bâtonnets de poisson *made in Boulogne-sur-Mer*.

Ces industriels essaient de doper leurs ventes grâce à l'idée selon laquelle acheter français serait un « acte citoyen », qui contribuerait en particulier à préserver l'emploi en France. Mercedes vante ainsi la Smart produite à Hambach, « petite, petite, mais on peut quand même y faire rentrer 1500 emplois ».

Cette idée est pourtant totalement mensongère. Par

ailleurs, cet « acte citoyen » n'est pas à la portée de toutes les bourses. Le Cepii (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), un organisme de recherche dans le domaine de l'économie, a estimé que consommer « français » conduirait à dépenser entre 100 et 300 euros de plus par mois ! Mais surtout, la majorité des produits industriels, y compris ceux estampillés *fabriqué en France*, comportent des centaines, voire des milliers de composants aux origines géographiques les plus diverses.

On peut prendre l'exemple de la dernière Clio de chez Renault. Si la voiture est une « entrée de gamme » ou un break, elle provient de Turquie, alors que s'il s'agit d'une berline haut de gamme, elle a été fabriquée en France. Quel que soit le modèle, le moteur n'est pas fabriqué en France, mais en Roumanie, en Espagne, en Turquie ou au Japon. Quant aux 8000 pièces qui composent une voiture, dont les deux tiers en moyenne sont

fournies par des entreprises extérieures au constructeur, bien malin qui peut dire où chacune d'elle a été fabriquée.

Qu'importe, tout est bien pour chercher à vendre, y compris vendre l'illusion qu'en achetant tel produit plutôt qu'un autre, on favorise l'emploi. Mais il n'y a pas d'autre moyen de le favoriser que de contraindre les capitalistes à embaucher et à répartir le travail, quitte à prendre sur les profits.

Valérie FONTAINE

Alina
Opératrice de conditionnement
chez Findus
à Boulogne-sur-Mer

Le Made in France ?
Croustibat
Made in Boulogne-sur-Mer
et fier de l'être !

www.respectdesressourcesmarines.com
NATURELLEMENT IL Y A FINDUS
POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE MANGER TROP GRAS, TROP SUCRE, TROP SALE. WWW.MANGERBOUGER.FR

Et les poissons pêchés en haute-mer, sont-ils français ?

• Bal des hypocrites à l'UMP

Ambitions et démagogie mènent la danse

La petite phrase de Fillon conseiller, en cas de duel électoral entre le Front national et le Parti socialiste, de voter pour « le moins sectaire », n'en finit pas de faire des vagues dans le marigot politicien.

En faisant ce « coup », Fillon fait parler de lui et, surtout, il prend de vitesse ses rivaux à l'UMP, en apparaissant comme « non sectaire » vis-à-vis du Front national et de ses électeurs. Car, dans la perspective des municipales de 2014 et surtout de la présidentielle de 2017, Fillon, Copé, Sarkozy et compagnie cherchent, chacun pour soi, à apparaître comme le plus rassembleur de son camp, qui va de la droite à l'extrême droite.

Ils invoquent les « principes », mais ils ont les yeux rivés sur l'électorat de la droite gouvernementale, qui apparaît majoritairement favorable à des accords électoraux avec le FN. Fillon a voulu distancer ses concurrents auprès de leur électorat commun, en doublant cette fois Copé et autres sur leur droite en matière de flirt avec le FN.

La chose n'est pas nouvelle. Lors de la présidentielle de 1995, Le Pen père avait été approché par Balladur, rival de Chirac. À la même époque, FN et RPR ont parfois fait liste commune. Giscard ne dédaignait pas non plus de dîner avec le chef du FN. Quant à Sarkozy, avant et durant son quinquennat, il a ostensiblement flatté l'électorat lepéniste, reprenant – sous prétexte de « droite décomplexée » – les thèmes de l'extrême droite.

Autant dire que l'indignation dont font étalage ceux que Fillon a voulu devancer sur ce marécage ressemble aux cris d'un voleur qui s'est fait dérober son butin.

Certes, le chef de l'UMP, Copé, a une autre raison de s'indigner. Les œillades appuyées de Fillon vers le FN risquent d'indisposer la partie de l'UMP qui se sent plus ou moins centriste. Dans la perspective des prochaines élections, ce serait une catastrophe pour le chef de l'UMP si ce conglomérat politicien voyait sa composante centriste rejoindre le camp Bayrou-Borloo. Quand Copé dit que « l'avenir de l'UMP est en jeu » après les propos de Fillon, il

songe à son propre avenir politique, pour lequel l'UMP peut être un tremplin.

Quant à ceux qui, dans la mouvance du PS, expliquent doctement que « ce sont les valeurs de la droite ordinaire qui vacillent aujourd'hui » (*Libération* du 17 septembre), ils prennent leurs lecteurs pour des imbéciles. En matière de « valeurs » – si l'on peut utiliser ce terme – il n'y a aucune barrière étanche entre la droite et l'extrême droite.

Pointer du doigt les manœuvres peu ragoûtantes des politiciens de droite, c'est pour la gauche gouvernementale un moyen de se défausser de ses propres responsabilités dans la montée de l'extrême droite. Car sa propre politique antiouvrière, en jetant une partie croissante des classes laborieuses dans le désespoir, fait le jeu de cette extrême droite.

Pierre LAFFITTE

• Hautmont (Nord)

Escalade xénophobe

Joël Wilmotte, maire UMP de la commune d'Hautmont, ancien élu du PS passé par le RPR dans les années 1990, s'en est pris une nouvelle fois, dimanche 1^{er} septembre, aux gens du voyage de passage sur sa commune.

Afin de s'opposer au passage d'un groupe de 150 caravanes sur un terrain de la commune, il s'est rendu sur place et a barré la route du convoi avec sa propre voiture, se posant comme le dernier rempart face à l'arrivée des gens du voyage. N'arrivant pas à être pris au sérieux par ceux-ci, qui ont soulevé et déplacé son véhicule, il s'est empressé de faire couper

l'électricité à proximité du site pour priver les familles du strict minimum. Il a également pris la décision d'annuler la cérémonie de commémoration de la libération de la ville prévue ce week-end-là en expliquant : « Je me voyais mal fêter la libération de la ville, alors qu'Hautmont est occupée. »

L'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe, auquel appartient la commune d'Hautmont, doit légalement disposer d'un terrain de grand passage pour accueillir ce type de rassemblement de gens du voyage. Mais les collectivités, qu'elles soient de droite ou de gauche, refusent d'aménager un tel équipement

et se renvoient la balle depuis des années dans l'indifférence complice des ministres.

Dans les années 1990, Wilmotte s'était déjà illustré en tentant de limiter l'accès à l'école primaire et maternelle aux enfants d'origine étrangère, en ayant refusé de célébrer ce qu'il a appelé des « mariages musulmans » et en faisant jouer le droit de préemption de la mairie pour empêcher les familles d'origine maghrébine d'acquérir des biens immobiliers dans sa commune. En matière de xénophobie, voilà encore un multirécidiviste en liberté!

Correspondant LO



Opération de police contre des gens du voyage.

fil rouge

Montebourg et le « Made in France »

Dans son dernier livre, *La Bataille du Made in France*, Montebourg utilise un langage des plus guerriers pour s'attaquer à ceux qu'il présente comme les responsables de la « débâcle » de la désindustrialisation de ces dernières années... Sont cloués au pilori les politiciens de droite, les hauts fonctionnaires de Bercy, les responsables européens, une mystérieuse « puissance financière » qui enchaînerait la France, et même les habitants de ce pays, qui devraient se reprendre et se battre contre leur « espèce d'apathie ou de dépression nerveuse »!

Les capitalistes français, pourtant responsables de la suppression de centaines de milliers d'emplois pour maintenir leurs profits, sont totalement épargnés par le chevalier Montebourg. Son casque doit avoir

la visière baissée.

Réforme pénale, un recul de plus, un !

C'est officiel, le projet de réforme pénale de Christiane Taubira ne sera pas examiné à l'Assemblée nationale avant les élections municipales. Faute de temps, paraît-il. Rien à voir donc avec le fait que la droite et l'extrême droite ne cessent de crier au laxisme à propos de ce projet, pourtant bien modéré, faisant planer l'épouvantail d'un pays livré à des hordes de délinquants.

Ce report est une « faute politique », a protesté la ministre de la Justice. Effectivement, de renoncement en renoncement dans le but de s'attirer les bonnes grâces de l'électorat réactionnaire, Hollande et son gouvernement ne font que renforcer ceux qu'ils

disent vouloir combattre.

Sarkozy et ses amis

Pour remercier les militants de l'UMP dont les dons lui ont permis de trouver les 11 millions d'euros qu'il doit rembourser après l'invalidation de ses comptes de campagne, Sarkozy a envoyé 100 000 mails. Pour les 32 000 donateurs qui n'ont pas Internet, il a pris la plume, à charge pour l'UMP de poster ce courrier. Coût de l'opération, papier, enveloppes et timbres : 15 000 euros. Sauf que la direction du parti de l'ex-président, dont les finances sont toujours dans le rouge, a refusé de payer, renvoyant la facture à l'Association des amis de Nicolas Sarkozy.

Apparemment, même à l'UMP, Sarkozy n'a pas que des amis.

La prévoyance des labos

Une étude publiée fin juillet a confirmé un lien entre l'apparition de troubles neurologiques et les vaccins utilisés à l'hiver 2009 contre la grippe A(H1N1). En France, une soixantaine de personnes sont ainsi atteintes de narcolepsie, une maladie très handicapante qui se manifeste par des endormissements totalement incontrôlés. Le problème se pose donc de leur indemnisation.

Mais si de tels effets secondaires n'étaient pas nécessairement prévisibles quand les vaccins ont été mis au point, en revanche les laboratoires, les Glaxo, Sanofi, Novartis et autres, qui les ont fabriqués ont su se montrer très prévoyants : dans leur contrat de vente conclu avec l'État français, une clause stipule qu'en cas d'effets indésirables, les indemnisations des éventuelles victimes doivent être prises en charge par... l'État!

• Sécurité sociale

La Cour des comptes propose le déremboursement des lunettes

Comme chaque année à la même époque, la Cour des comptes publie son rapport sur la Sécurité sociale et il y est question de son « trou ». Et, comme d'habitude, les remèdes proposés sont en forme d'économies sur les dépenses de santé, c'est-à-dire sur le dos des assurés. L'économie proposée aux dépens des porteurs de lunettes est celle qui fait le plus de bruit.

La Cour des comptes propose d'envisager purement et simplement, « à terme », le déremboursement des frais d'optique par la Sécurité sociale pour les confier totalement aux assurances complémentaires et mutuelles. Elle appuie sa proposition sur le projet du gouvernement, inscrit dans la loi dite de « sécurisation de l'emploi », de généraliser l'accès à une mutuelle pour tous les salariés au 1^{er} janvier 2016. Dont, soit dit en passant, sont exclus les retraités, les chômeurs, les étudiants...

Certes, le déremboursement des frais d'optique par la Sécurité sociale est déjà plus qu'entamé. En effet, pour une paire de lunettes, l'Assurance maladie rembourse la monture à 60 % d'un tarif fixé pour un adulte à... 2,84 euros (il n'y

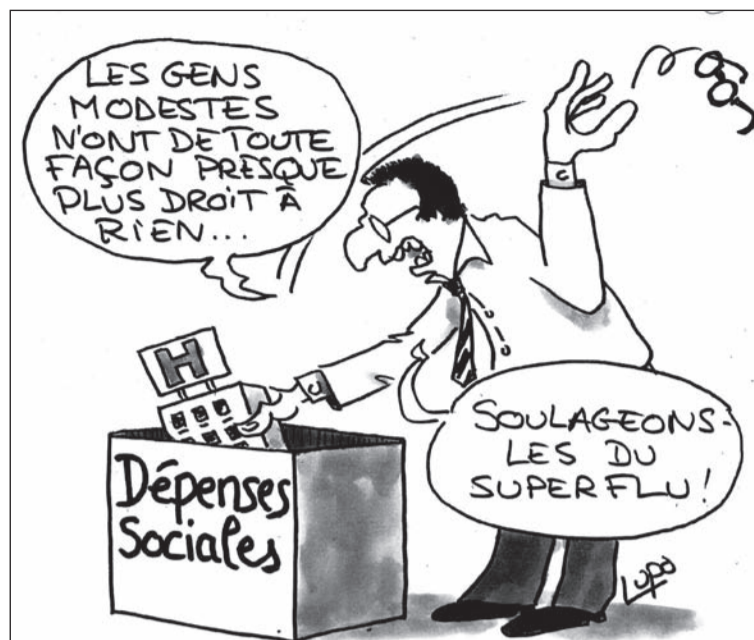
a pas de faute de frappe !) et 30,49 euros pour un enfant de moins de 15 ans. Quant aux verres, leur remboursement s'effectue lui-aussi à 60 % sur la base d'un tarif qui n'a pas grand chose à voir avec la réalité de la facture présentée par l'opticien. Le résultat est connu, ceux qui n'ont ni mutuelle ni assurance complémentaire n'ont d'autre choix que de se débrouiller avec des loupes.

Le prix des lunettes est un véritable scandale qui n'a d'égal que la manière dont les opticiens prospèrent sur le compte des mutuelles, c'est-à-dire en bout de chaîne sur le dos de ceux qui souscrivent ces assurances, avec la complicité de la Sécurité sociale qui s'est largement déchargée de leur prise en charge. Chacun l'a vécu, une des toutes premières questions

posée à celui qui arrive avec son ordonnance chez l'opticien est de savoir s'il a une mutuelle et, si oui, jusqu'à combien celle-ci rembourse pour la monture et les verres, de manière à « ajuster » le prix de la paire de lunettes au maximum couvert par la complémentaire. Et si le contrat ne le permet pas, il faut revoir la qualité des verres ou payer, à condition d'en avoir les moyens.

La Cour des comptes voit bien ce problème mais sa réponse est de dire que « le marché de l'optique doit être plus transparent ». Comment ? Mystère ! La ministre de la Santé Marisol Touraine, elle, jure ses grands dieux que le gouvernement n'envisage pas de dérembourser totalement les frais d'optique. Elle propose « d'engager la concertation et le dialogue pour peser sur les prix », ajoutant qu'elle a « bon espoir d'aboutir ». Le « marché de l'optique » n'a pas de souci à se faire.

Sophie GARGAN



• Migrants à Calais

La chasse à l'homme continue

Samedi 14 septembre, 17 migrants ont été découverts dans un camion-citerne enfouis dans des granulés de plastique. Deux d'entre eux ont été transportés au Centre hospitalier de Calais. C'est la suite d'une longue série.

En août, six migrants coincés dans la soute d'un camion frigorifique près de Calais avaient appelé au secours grâce à un portable. En juillet à Douvres, quinze migrants au bord de l'asphyxie étaient découverts dans une citerne de gluten. En juin, quatorze migrants étaient sortis suffoqués d'un camion de poudre d'aluminium. Auparavant, huit autres avaient été interceptés sur un bateau pneumatique, à la dérive sur le détroit.

Au péril de leur vie, les migrants qui par centaines arrivent à Calais cherchent à gagner l'Angleterre où ils espèrent rejoindre leurs proches et trouver du travail. Leurs nationalités changent selon les tragédies qui marquent l'actualité internationale.

Du temps de Sarkozy, les migrants ont été traités de manière ignoble : il a fait fermer le centre d'accueil de la Croix-Rouge de Sangatte où ils trouvaient provisoirement un toit et un repas. Il a fait ensuite détruire leurs campements dans les dunes environnantes, les obligeant à errer en ville, pourchassés et souvent malmenés par la police. Beaucoup de militants des associations aidant les migrants espéraient que cela changerait avec la gauche. Mais ils vivent toujours dans des abris improvisés, des friches industrielles ou des bâtiments abandonnés.

Le gouvernement Hollande-Ayrault poursuit en fait la même politique, multipliant les contrôles de migrants, intensifiant la

destruction de leurs hébergements de fortune.

Ainsi l'élimination des « squats » s'est poursuivie cet été, avec en prime l'hypocrisie des politiciens. La maire UMP de Calais, Natacha Bouchard, qui en juillet a sollicité auprès du ministre de l'Intérieur Manuel Valls l'accélération des procédures d'évacuation, a su se faire entendre. Le 5 septembre, c'est en prétextant « l'insalubrité » et « l'insécurité » que le sous-préfet a justifié son ordre d'expulsion d'un hangar occupé par 90 migrants, expliquant que les conditions de vie y étaient épouvantables. Mais cette traque policière amplifie les souffrances des migrants tout en ne faisant que déplacer le problème. Et le sous-préfet s'est vanté d'avoir fait évacuer les lieux « dans le respect de la dignité humaine » : certes la police ne les a pas matraqués ni ne leur a lancé de gaz lacrymogènes, et elle les a autorisés à prendre leurs affaires quand elle les a délogés... avant de les arrêter un peu plus tard. Quelle humanité !

Les milliers de migrants qui fuient leur pays le font chassés par la misère, la dictature ou la guerre, et des pays impérialistes comme la France en sont les premiers responsables. Hollande et ses semblables jouent les va-t-en-guerre contre la dictature en Syrie en prétextant un but humanitaire... mais ne veulent même pas offrir un toit ici aux réfugiés syriens qui fuient la guerre civile.

Correspondant LO

• Corbeil-Essonnes

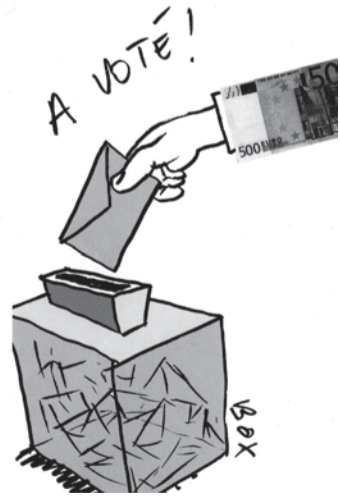
Le système Dassault prend l'eau

Le 15 septembre, Mediapart a publié les extraits d'une conversation de Serge Dassault, patron milliardaire, ex-maire de Corbeil-Essonnes, où il reconnaît avoir payé pour assurer la victoire à la mairie de Corbeil de son successeur Jean-Pierre Bechter, lors de la campagne municipale de 2010.

Enregistré à son insu par des « collaborateurs » qui venaient se plaindre de ne pas avoir touché leur part du gâteau, Dassault affirme en substance que la source libanaise qui avait servi à payer la campagne était tarie, qu'il avait « donné l'argent », « qu'il ne pouvait plus donner un sou à qui que ce soit ». « Si c'est mal réparti » – continue-t-il – « ce n'est pas de ma faute. Je ne vais pas payer deux fois. Moi j'ai tout payé, donc je ne donne plus un sou à qui que ce soit. Si c'est Younès, dém...-vous avec lui. Moi je ne peux rien faire ». Ces déclarations sonnent comme un aveu ! Ce fameux Younès, « un brave homme », selon Dassault, un « entrepreneur » qui avait pignon sur rue, est aujourd'hui en cavale, soupçonné d'avoir participé à une tentative d'assassinat en février dernier sur deux de ses comparses, mécontents du partage du butin de 1,7 million d'euros, et qui avaient tenté de faire chanter le patron milliardaire.

Voilà des faits qui viennent confirmer... ce que tout le monde savait déjà, à savoir que Dassault avait mis en place un

système mafieux, clientéliste, achetant des voix, s'appuyant sur des malfrats pour faire campagne et se faire élire maire de Corbeil en 1995. Puis, lorsque son élection avait été invalidée pour fraude, en 2010, le système Dassault, bien huilé, avait permis à son homme-lige, l'actuel maire, de se faire élire à sa place, avec les mêmes méthodes. Mais voilà, quand le bateau prend



l'eau, les rats quittent le navire et balancent tout par-dessus bord. Les malfrats, autrement dit certains « collaborateurs », se tirent dessus en pleine rue, à Corbeil, pour le partage du

magot. Ils n'hésitent pas à mordre la main nourricière, balançant tout dans la presse. Dassault est ainsi pris dans le piège d'un système de corruption qu'il a contribué à mettre en place dans la ville, depuis plusieurs décennies.

Dassault est, paraît-il, aux abonnés absents. Bechter, l'actuel maire, chiraquien de la première heure, nie tout en bloc et affirme en substance que les Tarterêts, cité de Corbeil, est une « succursale d'Hollywood » où l'on trouve toutes sortes d'enregistrements, même les faux les plus grossiers. Ne pouvant nier l'évidence, Dassault fait monter au créneau ses avocats qui n'ont pas traîné pour publier dans *Le Figaro*, propriété de leur client, une belle histoire. Selon eux Dassault aurait été victime de sa propre générosité !

La main sur le cœur (... et sur le portefeuille), le magnat de la presse et de l'armement aurait utilisé « sa fortune pour porter aide ou secours », à « des familles ou à des jeunes en difficulté ou désireux de lancer des projets professionnels ». Mais c'était « toujours en dehors de toute démarche électorale »... Tant de méchanceté autour de ce pauvre Dassault, on en pleurerait presque !

René CYRILLE

• Syrie

La discussion sur les armes chimiques Un écran de fumée

Après les menaces des grandes puissances, comme la France, d'une intervention militaire en Syrie, la situation est revenue à la case diplomatique. La proposition de la Russie de mettre sous contrôle international les armes chimiques de la Syrie a repoussé l'option militaire. Mais pour combien de temps ?

Le fait que le débat se focalise autour des armes chimiques illustre bien toute l'hypocrisie de l'affaire. Il est impossible de savoir exactement combien de victimes a fait cette guerre, mais les estimations sont énormes : il y aurait au moins cent mille morts depuis le début d'après les organisations humanitaires. Et les armes chimiques n'y ont contribué que pour une part infime. Toutes les déclarations officielles autour du prétendu « droit international » sur l'utilisation des armes prétendues interdites ne servent qu'à masquer la politique impérialiste des grandes puissances.

Le régime politique syrien, celui de Bachar al-Assad, et avant lui celui de son père, est une dictature féroce depuis des décennies. Mais si l'impérialisme l'a toujours considéré comme un pouvoir qui lui tenait tête, il a su à plusieurs occasions composer avec lui pour maintenir l'ordre dans cette région du monde. Ce fut le cas par exemple en 1976 lorsque l'armée syrienne est intervenue au Liban pour maîtriser les milices de gauche et les milices palestiniennes, ce que l'intervention militaire israélienne précédente n'avait pas réussi à faire. Et, il y a deux ans, lorsque le régime a répondu aux manifestations qui le contestaient

par une répression meurtrière, les grandes puissances sont restées dans une attitude de passivité complice.

Les manifestations populaires ont disparu sous la terreur. En revanche, la Syrie est devenue le théâtre d'une guerre civile sanglante où des milices, armées par des puissances régionales rivales de la Syrie, comme l'Arabie saoudite, le Qatar ou la Turquie, se sont substituées à la lutte du peuple, et pour de tout autres objectifs. Elles s'opposent à l'armée d'Assad, elle-même soutenue par l'Iran. Les puissances impérialistes ont favorisé cette rébellion armée en pensant affaiblir ainsi Assad. Mais elles ne veulent pas non plus de victoire de cette rébellion armée, maintenant dominée par des groupes islamistes intégristes qui sont pour elles incontrôlables.

Que faire alors ? Pour l'instant, les dirigeants occidentaux ne souhaitent ni la victoire d'Assad, ni celle de l'opposition, ou bien voudraient se donner le temps d'imposer à Assad un compromis sauvegardant leur influence. Et pendant ce temps la guerre dure, avec son lot de destructions et d'atrocités. Voilà ce que cache l'écran de fumée de la discussion sur les armes chimiques.

Pierre ROYAN



Camp de réfugiés syriens en Jordanie, au mois de juillet.

• Israël-Palestine

13 septembre 1993 – Les accords d'Oslo Le peuple palestinien pris au piège

Quand, il y a vingt ans, le 13 septembre 1993, le Premier ministre israélien Itzhak Rabin serra publiquement la main de Yasser Arafat, chef de l'Organisation de libération de la Palestine, l'OLP, il pouvait sembler que le conflit israélo-palestinien allait prendre fin. Bill Clinton, présent à la cérémonie, salua l'événement comme « l'aube d'une ère nouvelle ». Selon une légende tenace, les accords d'Oslo auraient constitué un espoir de paix, déçu par la suite. En réalité, ils s'inscrivaient dans la continuité de la politique des dirigeants d'Israël. Dans une situation où ils étaient mis en difficulté par la première Intifada (le « soulèvement », en arabe) des Palestiniens qui durait depuis six ans, ils cherchaient à mettre fin à celle-ci.

Aujourd'hui, vingt ans plus tard, la situation des Palestiniens ne s'est guère améliorée. Elle a au contraire empiré. En Cisjordanie et à Jérusalem-Est, c'est-à-dire dans des territoires saisis par Israël après la guerre de 1967, deux millions et demi de Palestiniens vivent dans des zones séparées les unes des autres par les implantations de quelque 500 000 colons israéliens. Pour circuler d'une enclave à l'autre, ils se heurtent aux check-points de l'armée israélienne. Avant les accords d'Oslo, 80 000 ouvriers palestiniens se rendaient quotidiennement en Israël pour y travailler. Ce ne sont pas des emplois sur place qui ont pris le relais car « personne ne va monter un projet économique en Palestine sans pouvoir librement s'y rendre », note un envoyé du Fonds monétaire international. Il constate un « chômage élevé » comme « conséquence directe des restrictions aux mouvements imposées par Israël ».

L'armée israélienne peut à tout moment couper une ville palestinienne du reste du monde, la priver d'eau. Les colons, avec l'aide de l'armée, peuvent y déverser les ordures de leur habitat, empêcher les agriculteurs de se rendre aux champs, contraindre les écoliers à rester chez eux, rendre inaccessible la route conduisant à l'hôpital. La misère gagne et les liens sociaux se rétrécissent. Voilà quelle est la situation actuelle en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Quant à Gaza, l'enclave a été transformée en une prison à ciel ouvert où peut à tout moment intervenir l'armée israélienne. Et elle ne s'en prive pas.

Pour éteindre l'Intifada

Quand, en 1992, Rabin devenu Premier ministre ouvrit des négociations avec l'OLP, son objectif n'était pas une paix et un règlement durable du conflit israélo-palestinien, mais de sortir Israël du bourbier de la première Intifada.

Depuis décembre 1987, des jeunes Palestiniens osaient s'affronter aux soldats israéliens en leur lançant des pierres. Rabin, qui était alors ministre de la Défense, avait donné comme consigne de « leur briser les os ». Cela n'avait pas suffi à mater la révolte et une certaine démoralisation se fit jour dans les rangs de l'armée. Il n'y eut qu'une minorité infime d'Israéliens, les « refuzniks », à refuser de servir dans les territoires occupés. Mais ces refuzniks eurent un écho dans la population, qui acceptait mal cette interminable opération de police, dirigée souvent contre des enfants.

Dans cette situation, soit les gouvernants israéliens se retireraient des territoires occupés et satisfaisaient les revendications des nationalistes palestiniens, soit ils trouvaient un accord à minima avec ces derniers : ce furent les accords d'Oslo. Dans une première période de test, les accords prévoyaient une Autorité autonome palestinienne, dirigée par l'OLP, concernant seulement Gaza et la ville de Jéricho. Il était ensuite envisagé que l'armée israélienne puisse se retirer d'une partie de la Cisjordanie, en se réservant toutefois des zones où s'installeraient des colons israéliens. Ces tout petits reculs avaient une contrepartie : que l'OLP fasse ses preuves et seconde l'armée israélienne pour arrêter

la révolte et contrôler la population palestinienne.

Une oppression renforcée

Un nouvel accord, conclu en 1995, précisa que la Cisjordanie serait divisée en trois zones : 3 % du territoire administrés par l'Autorité palestinienne, 27 % conjointement avec Israël et 70 % sous le contrôle direct de l'État d'Israël. Il en résulte qu'aujourd'hui l'Autorité palestinienne n'a que des pouvoirs limités, qu'elle n'exerce que sur de petits territoires, dans un vaste ensemble contrôlé par l'armée israélienne. La carte actuelle de la Cisjordanie est souvent comparée à une peau de léopard, car à ce tronçonnage s'ajoute l'implantation de nouvelles zones d'occupation de colons israéliens qui n'en finit pas de morceler la Cisjordanie.

Les arrangements concoctés à Oslo et plus tard, qu'on aurait du mal à qualifier de concessions tant ils étaient mineurs pour les Israéliens, furent combattus âprement par l'extrême droite israélienne, qui désignait Rabin comme un traître à la cause sioniste. Il fut assassiné par un jeune colon en 1995. Les gouvernements qui lui succédèrent, qu'ils soient de gauche ou de droite, cédèrent aux pressions de cette extrême droite.

La jeunesse palestinienne se révolta à nouveau quand le général d'extrême droite Sharon se livra à une grossière provocation en se rendant le 28 septembre 2000 sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, proclamant ainsi la mainmise israélienne sur ce qui est considéré comme un lieu saint par les musulmans. Les affrontements, réprimés de façon particulièrement sanglante, déclenchèrent la deuxième Intifada. Le mouvement islamiste palestinien Hamas, qui n'avait pas accepté les accords d'Oslo, bénéficia alors du discrédit de l'Autorité palestinienne corrompue.

Quoi qu'il fût dit, les accords d'Oslo ne modifièrent jamais la politique de l'État d'Israël à l'égard des Palestiniens ; une politique faite d'expropriations continues et d'oppression permanente.

Jean SANDAY

• Haute-Garonne

Le changement c'est la continuité

Les déclarations que l'on a pu entendre de la part du gouvernement se félicitant de la bonne rentrée des classes n'ont pas manqué d'exaspérer les enseignants du primaire car, en Haute-Garonne, la rentrée a été une catastrophe dans de nombreuses écoles.

Dans le département, 2 176 élèves supplémentaires sont attendus cette rentrée. Ce ne sont pas les 24 nouvelles classes dont se félicite l'inspecteur d'académie qui peuvent absorber une telle hausse, et il est désormais habituel de rencontrer des classes de 31 à 32 élèves en maternelle ou de 26 à 27 en élémentaire.

Comme à leur habitude, les inspecteurs de l'Éducation nationale ont fait le tour des écoles le jour de la rentrée, pour vérifier les effectifs et voir s'il était possible de fermer ici ou là une classe.

À cette situation s'ajoute en cette rentrée la mise en place de la réforme des rythmes scolaires. Toulouse et plusieurs autres municipalités socialistes du département ont voulu être les « bons élèves » de ce gouvernement et appliquer la réforme à marche forcée, dès cette rentrée.

Les nouvelles modalités de gestion du personnel enseignant ont entraîné une grosse

surcharge de travail pour le personnel administratif de l'inspection académique et, partout, de nombreux retards et erreurs. Il n'a pas été rare de trouver le jour de la rentrée des classes sans enseignants, des temps partiels non complétés, des congés formation ou maternité non remplacés, des emplois du temps incompatibles...

Dans certaines écoles, alors que le nombre d'élèves nécessaire à une ouverture de classe était atteint, l'inspection académique ne voulait pas en entendre parler. À Plaisance-du-Touch par exemple, dans la banlieue toulousaine, les parents ont été contraints d'occuper l'école Rivière pour être entendus. Toutes les classes dépassaient largement le seuil d'ouverture et affichaient une moyenne de 29 élèves. À l'Union, c'est la détermination des parents, qui ont retenu le directeur dans son bureau, qui a réussi à empêcher cette fermeture.

Si la mobilisation des parents a souvent permis qu'une classe reste ouverte, ou qu'un enseignant de plus soit affecté dans une école déjà surchargée, tout le monde a conscience qu'il faudra un mouvement bien plus ample pour que le gouvernement crée le nombre de postes d'enseignants nécessaires.

Correspondant LO

• Collège Lakanal

Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne)

Une situation chaotique

Depuis la rentrée, la tension monte au collège Lakanal de Vitry-sur-Seine. Les conditions de rentrée sont déplorable, les moyens étant loin d'être suffisants.

En plus des problèmes classiques tels que classes surchargées, manque de personnel, personnel réparti sur plusieurs établissements, etc., la précarité se développe. C'est d'abord au travers des étudiants en attente de passer leur oral du concours qui peuvent pendant un an assumer une charge d'enseignement conséquente avec une formation quasi inexistante. Mais c'est aussi au travers des « emplois d'avenir professeurs » dont le statut est encore plus précaire. En effet,

ces étudiants boursiers percevront un complément de revenu de 617 euros contre une durée de travail équivalente aux deux tiers d'un titulaire à temps plein!

Au collège Lakanal, deux emplois d'avenir s'occuperont essentiellement d'une classe difficile, réservée normalement à des professeurs volontaires et expérimentés. De plus, les deux classes d'accueil réservées aux élèves non francophones ont été partiellement supprimées par souci d'économie.

Voilà le mépris dont sont victimes les élèves de milieu populaire et leurs enseignants...

Correspondant LO

• Belfort

Fermeture d'une classe d'école maternelle Parents d'élèves en colère

À la maternelle Pergaud située au quartier Les Résidences, grand quartier très populaire de Belfort, la fermeture d'une classe qui était crainte en juillet a été confirmée à la rentrée. Le prétexte est qu'il manque trois élèves inscrits sur les 132 nécessaires au maintien de la sixième classe.

Les deux comptages effectués par l'inspectrice dès la rentrée ont bien sûr été faits pour entériner cette fermeture car, chaque année, tous les enfants, en particulier ceux de parents immigrés, ne sont pas présents dès la première semaine.

Dès le premier jour de la rentrée, les parents se sont aussi mobilisés, ont manifesté contre cette fermeture qui a eu d'emblée comme conséquence de surcharger les classes des grands à 26-27. Et c'est dans la cour d'une école bloquée que le directeur académique a péroré sur cette rentrée prétendue « sereine », mettant en avant les trois créations de postes d'enseignants pour toutes les écoles primaires du département qui comptent plus d'élèves.

Pour désamorcer le mouvement, une enseignante remplaçante a été affectée à l'école, le matin seulement, jusqu'au 15 décembre; elle s'occupe de 18 élèves. Mais elle peut partir à tout moment ailleurs, tant le manque de remplaçants est criant. Un nouveau comptage est prévu le 15 décembre.

Les parents restent très vigilants. Ils sont d'autant plus mécontents, comme tous les enseignants, que les « rythmes scolaires » imposés par une municipalité voulant être à la pointe dans ce domaine sont aussi passés par là: les activités entre 13h15 et 13h45 fréquentées par beaucoup d'enfants sont censées avoir démarré avec une ou deux Atsem (agent

territorial spécialisé dans les écoles maternelles) selon les jours, sans les animatrices annoncées. Il n'y avait même pas assez de matelas pour la sieste rendue de fait obligatoire, car jusqu'à présent c'est la seule activité « périscolaire » possible dans cette tranche horaire!

Les dégâts causés par les suppressions massives de postes ces dernières années ne sont pas près d'être réparés: il y a toujours autant de tout-petits qui ne sont plus accueillis en maternelle, aucun rased n'a été rétabli, le manque de remplaçants fait qu'il y a déjà des classes sans maître, et la plupart tout autant surchargées.

Correspondant LO



• Collège Politzer – Bagnolet (Seine-Saint-Denis)

Le ras-le-bol des enseignants

La rentrée n'a pas été de tout repos au collège Politzer de Bagnolet, en Seine-Saint-Denis. Les enseignants de la Segpa (section pour des élèves en grande difficulté) ont découvert que leur collègue enseignant d'atelier de menuiserie, avec lequel ils travaillaient depuis des années, avait été nommé ailleurs, dans un établissement qui n'a pas un tel atelier. Certes, il y avait bien une enseignante nommée dans cette Segpa, mais en peinture. L'atelier de menuiserie était fermé, des élèves handicapés se

voyaient obligés d'aller suivre des cours ailleurs et tous les projets élaborés en fin d'année scolaire tombaient à l'eau.

Les enseignants doivent en permanence faire face au manque de personnel: pas de remplaçant en français en 6^e et 3^e Segpa pendant deux tiers de l'année passée, plus de conseillère d'orientation cette année, etc. Ils se sont mis très majoritairement en grève jeudi 12 septembre et ont été reçus de toute urgence par le rectorat qui n'avait rien à leur proposer. Vendredi 13 septembre, la grève

s'est poursuivie et le rectorat a légèrement changé de ton, promettant d'étudier la situation et de donner une réponse en fin de semaine. Lundi 16, quelques enseignants dont tous ceux de Segpa poursuivaient le mouvement de grève pour maintenir la pression.

Ces quelques jours de grève montrent le ras-le-bol des enseignants face au manque de personnel et à la façon dont on traite les salariés précaires. La solidarité qui s'est exprimée est un gage pour l'avenir.

Correspondant LO

• Collège Gabriel-Péri – Aubervilliers

La rentrée n'a rien d'apaisé

Le jour de la rentrée les enseignants du collège Gabriel-Péri ont reçu la visite surprise du maire de la ville et du président du Conseil général de Seine-Saint-Denis, tous deux PS, pour dire que la « rentrée était apaisée »!

Les classes sont presque toutes pleines et des élèves continuent d'arriver. L'an dernier, une trentaine d'élèves

arrivant de l'étranger avaient attendu au moins six mois chez eux avant de trouver une place en classe d'accueil. Et cette année, ceux-là ne sont même pas encore affectés.

Par ailleurs, depuis quelques années, le rectorat n'alimente plus le fonds social des élèves. Du coup, les aides ne sont accordées qu'au compte-gouttes! Il n'est même

pas sûr que des familles soient aidées cette année pour payer la cantine, qui a augmenté.

Ajoutons que certains enseignants ont dû donner leur premier cours sans tableau, les travaux de l'été n'étant pas terminés. Autant de raisons qui poussent à faire grève jeudi 19 septembre.

Correspondant LO

• Médiapost

Distributeurs de publicité et chauffeurs en grève

Les salariés de Médiapost, filiale de La Poste chargée de la distribution des publicités, se sont mis en grève mardi 10 septembre sur la plate-forme de La Courneuve. Une semaine après, le mouvement continuait toujours. Cette grève a également touché une partie des 195 plates-formes du groupe. Les travailleurs réclament des changements de coefficients équivalant à 75 euros par mois, une prime de panier pour payer l'équivalent d'un repas, la mutuelle financée à 75 % par le patron et surtout le paiement des heures supplémentaires, rétroactif sur six mois.

La distribution des imprimés est normalement assurée par des équipes comprenant un pilote, qui passe prendre le matériel publicitaire à la plate-forme et le répartit ensuite entre quatre ou cinq distributeurs l'attendant sur place, dans la rue. Les salaires sont autour de 1 050 euros par mois pour un horaire théorique de 35 heures. Mais justement, cet horaire n'existe que sur le papier. Là où Médiapost estime quatre heures de travail, il y en a six en réalité.

Médiapost a l'habitude de pousser à la démission, ou de licencier purement et simplement une partie du personnel. Trois salariés de La Courneuve ont ainsi été mis à la porte ces dernières semaines. Il faut dire que l'entreprise a aussi recours à des distributeurs individuels, souvent des étudiants et des retraités, qui viennent avec leur propre véhicule et se chargent d'un secteur. Cela permet à la société d'économiser un emploi de chauffeur et l'entretien

d'un véhicule, au prix d'une compensation dérisoire : 5 euros par mois plus 39 centimes du kilomètre.

C'est en exploitant ainsi son personnel que Médiapost et derrière elle La Poste font leurs bénéfices. Une grande partie des bénéfices du groupe La Poste sont en effet apportés par de telles filiales, où le personnel doit travailler dans des conditions encore pires que les postiers. Ces bénéfices, 483 millions d'euros pour le premier semestre 2013 pour le groupe partent en grande partie sous forme de dividendes versés à l'État et à la Caisse des dépôts et consignations qui est entre ses mains. Ce sont en effet les seuls actionnaires de La Poste.

C'est contre tout cela que les salariés de Médiapost se révoltent.

Correspondant LO

• Chartres (Eure-et-Loir)

Pompiers en colère... et en grève

Les sapeurs-pompiers d'Eure-et-Loir ont fait grève trois jours consécutifs, les 9, 10 et 11 septembre, pour protester contre une série de réformes touchant à l'organisation et à l'administration de leur profession : leur évolution de carrière a été rallongée ainsi que certaines conditions d'accès à des missions précises sur le terrain entraînant la suppression de primes. Des mesures qui dans leur profession signifient tout simplement une perte de salaire, que les pompiers estiment de l'ordre de 4 % à 6 %.

Ils revendiquent également une reconnaissance statutaire pour les opérateurs qui répondent au 18 et ils refusent à juste titre de voir leur durée de cotisation allongée ; comme ils l'indiquent dans leurs tracts, on va trouver des sapeurs-pompiers de plus de 60 ans.

Cette attaque contre le statut des sapeurs-pompiers professionnels a lieu un peu partout dans le pays, mais elle se fait département par département, sans doute pour éviter un embrasement général. Toujours est-il que la mobilisation des pompiers d'Eure-et-Loir

a surpris leur hiérarchie – le Conseil général – et les services préfectoraux puisque ceux-ci n'avaient même pas pris la peine d'organiser le service minimum prévu par la réglementation. Le matin de l'entrée en grève, pendant 15 minutes, il n'y a eu aucun pompier dans les murs de la caserne chartreuse ! Le chef du SDIS (service départemental d'incendie et de secours, qui gère les pompiers du département) a dû se résoudre à écouter les revendications des sapeurs, qui se sont invités dans la cour de ses locaux. Ce monsieur a lui aussi fait l'expérience que l'arme des travailleurs, c'est la grève.

Conscients que c'est la mobilisation et la lutte qui paient, les pompiers ont mené durant ces trois jours des actions dans les rues de Chartres, sous la bannière de la toute récente section CGT, rencontrant la sympathie de la population. Ils ont bien sûr apporté leur dynamisme à la manifestation du 10 septembre avec les autres salariés qui étaient 900 dans les rues de Chartres.

Qu'on ne s'y trompe pas : les sapeurs-pompiers sont des travailleurs comme les autres qui doivent se battre pour défendre leurs conditions de vie, à commencer par leurs salaires.

Correspondant LO

• EDF

« Faibles » doses d'irradiation et forte dose de responsabilité

Le 27 août, EDF a été condamnée par le tribunal des affaires de Sécurité sociale d'Orléans pour « faute inexcusable » après le décès quatre ans plus tôt d'un agent EDF de la centrale nucléaire de Dampierre, victime d'un cancer du poumon.

Pendant plus de trente ans, celui-ci a été exposé à des rayonnements jusqu'à atteindre une dose totale de 54 millisieverts. La direction d'EDF était consciente du danger, mais n'avait pris aucune mesure pour le protéger.

EDF s'est défendue en arguant que la dose reçue était très faible, 1,8 millisievert par an en moyenne, alors que la Commission internationale de protection radiologique (CIPR) recommande depuis 1990 pour les travailleurs du nucléaire un seuil annuel d'exposition de 20 millisieverts.

En réalité, il n'existe aucune preuve scientifique que le seuil de 20 millisieverts soit suffisamment protecteur.

Mais baisser significativement le seuil d'exposition, à un millisievert par an par exemple, impliquerait pour les trusts de l'énergie de faire appel à bien plus de personnel ou de mettre en place des systèmes de protection contre les rayonnements

plus onéreux. Autant dire que l'intérêt des trusts ou des États est de tout faire pour empêcher l'établissement d'un lien statistique entre « faibles » doses d'exposition et apparition de cancers.

Il y a une vingtaine d'années, Ellen Imbernon, médecin du travail, était chargée d'élaborer des enquêtes sur les risques pesant sur le personnel des centrales nucléaires. En 1996, la direction d'EDF sentant le danger de laisser les mains libres à des chercheurs décida de placer sa division épidémiologie sous le contrôle de la hiérarchie et non des médecins. Ellen Imbernon refusant de laisser la direction mettre la main sur les données brutes de ses enquêtes fut licenciée.

Ces dernières années, la pression à la rentabilité s'est aggravée, relâchant les exigences de sécurité et de sûreté, dégradant les conditions de travail, et de plus en plus de salariés des centrales rejoignent leur poste avec la peur de recevoir des doses de radiations, comme on peut le voir dans le film *Grand central* sorti il y a peu sur les écrans, qui traite avec beaucoup de réalisme des conditions des sous-traitants du nucléaire.

Les 28 000 sous-traitants qui réalisent 80 % des tâches de maintenance dans les centrales

prennent des doses, qui s'accumulent au cours du temps. Lorsqu'il y a une exposition accidentelle, elle est souvent inférieure au seuil des 20 ou 50 millisieverts admis pour une année. La direction d'EDF ou les autorités de sûreté nucléaire parlent alors de « faible contamination » et classent l'affaire, comme si cette exposition était anodine. Si les dosimètres des sous-traitants dépassent le seuil réglementaire, ils perdent leur travail. EDF se lave alors les mains des conséquences.

Réduire le risque d'exposition des travailleurs aux rayonnements, mettre en œuvre un véritable suivi médical, réaliser des études épidémiologiques indépendantes et imposer un véritable contrôle sur les installations et une transparence totale sur les conséquences de la production nucléaire, cela ne dépend malheureusement pas d'une simple décision de justice, même si celle qui vient d'être rendue fait plaisir et peut faire jurisprudence.

La population et les travailleurs devraient avoir un contrôle sur le mode de production nucléaire de l'électricité et sur ses conséquences pour eux. Mais il faudra l'imposer à une direction qui n'en veut à aucun prix.

Correspondant LO

• Limoges

L'histoire d'un costard de classe

La semaine dernière, le président normal n'avait plus rien à se mettre ! Mais le président des patrons ne court pas aux Galeries Lafayette pour s'acheter un costume en prêt-à-porter. La première dame a décidé de lui faire confectionner un complet sur mesure de marque Smuggler dans l'usine de Limoges France Confection, spécialisée dans le « costard » haut de gamme.

Quelques jours avant le show télévisé sur TF1, le patron de Smuggler a fait le

déplacement jusqu'à l'Élysée pour prendre les mesures. Le complet a dû être coupé, cousu, fini en une journée et « monté » à Paris vendredi 13 septembre pour les essayages afin que le roi soit vêtu comme il faut sur le plateau de TF1 le dimanche soir !

Dans la presse, on a eu droit à tous les détails de la prise des mesures présidentielles, mais pas un mot du coût de l'opération « se faire tailler un costard made in Limousin » !

Correspondant LO

• Groupe PSA

La mobilisation grandit contre les attaques

Jeudi 5 septembre, dans le cadre des discussions de l'accord de compétitivité qu'elle veut imposer, la direction du groupe PSA a annoncé de nouvelles attaques. Après les mobilités forcées, c'est au tour des salaires : suppression de la prime de rentrée de 187 euros, de la prime d'ancienneté de 50 à 150 euros, diminution de la prime de nuit de 18 à 15 %, annualisation du temps de travail avec les heures

supplémentaires payées en fin d'année et leur majoration passant de 45 à 25 %, etc. L'objectif de la direction est d'économiser 100 millions d'euros, soit 1 000 euros par salarié et par an pendant trois ans. Mais la réaction des travailleurs ne s'est pas fait attendre.

Mardi 10 septembre, profitant de la mobilisation contre la réforme des retraites, des débrayages ont eu lieu dans presque toutes

les usines du groupe, notamment à Valenciennes, Sochaux, Mulhouse et Poissy, regroupant en tout 1 300 travailleurs. Le lendemain, face à un débrayage massif à Mulhouse, la direction annonçait quelques reculs. Elle rétablissait la prime de rentrée, la prime de nuit était maintenue et la prime d'ancienneté réintégrée dans le salaire des anciens, tout en restant supprimée pour les jeunes.

Ces reculs, au lieu de stopper la mobilisation, ont convaincu les travailleurs qu'ils étaient dans la bonne voie. D'autres débrayages ont eu lieu au cours de la semaine, à Mulhouse, à Poissy ou Sochaux. À Vesoul, une usine de pièces détachées, un débrayage parti de dix salariés s'est transformé en une grève en regroupant 300, qui a duré toute l'équipe du matin et bloqué l'usine. Le 18 septembre, de

nouveaux débrayages ont eu lieu dans quasiment toutes les usines du groupe. Rien qu'en équipe du matin, le nombre de travailleurs en grève était supérieur à celui de la journée du 10. Partout, les militants se sentent renforcés par ce qui se passe sur les autres sites.

En amplifiant la réaction, les travailleurs de PSA peuvent mettre en échec le plan de la direction.

• À Sochaux

Lancement de la 308... et de la protestation

Le 11 septembre, dans une salle de spectacle proche de l'usine de Sochaux, la direction réunissait près de 8 000 travailleurs, la majorité des salariés du site, en deux séances, pour le lancement de la nouvelle voiture Peugeot 308. À l'entrée, quelques dizaines de militants CGT distribuaient un quatre-pages qui, ouvert, indiquait en gros « Varela (le nom du directeur), pas touche à ma paye, pas touche à mes droits ». Ce qui résumait bien le sentiment général.

Le patron s'est fait huer et siffler par une bonne partie de la salle et il a dû écourter son discours. Le fait que, pour le lancement d'un nouveau véhicule, la contestation s'affiche ouvertement est une première. Il faut dire que le discours du directeur dénonçant l'importance

de l'absentéisme a échauffé les oreilles de beaucoup, comme le sentiment d'avoir été pris en otage pour assister à la cérémonie obligatoire.

Deux jours plus tard, le 13 septembre, essentiellement dans le secteur du Montage, 400 ouvriers débrayaient contre le projet de « contrat social » de PSA Peugeot Citroën.

Suite à l'appel de la CGT à manifester en commun, dans toutes les usines du groupe du pays le 18 septembre à Sochaux, un nouvel arrêt de travail était prévu dans chaque équipe. Le mécontentement grandit. D'un côté Varin, le PDG, explique en une de L'Est républicain « le pire est derrière nous », de l'autre il annonce aux ouvriers que, pour les travailleurs, le pire est à venir. Pas d'accord!

Correspondant LO

• À Poissy

Les débrayages montent

Lors de la journée de mobilisation du 10 septembre, 180 travailleurs sur les trois équipes ont débrayé. Le lendemain, des caristes d'un bâtiment, le B1, remettaient ça et débrayaient pendant deux heures.

Ensuite, l'annonce des 900 grévistes à Mulhouse puis du blocage de l'usine à Vesoul ont incité à ne pas en rester là. À l'Emboutissage, l'idée d'un nouveau débrayage a circulé sur les lignes. Alors, jeudi 12 septembre, une cinquantaine d'ouvriers sur un atelier d'une centaine par équipe ont débrayé une heure et se sont retrouvés, syndiqués CGT, CFTC et non syndiqués,

pour discuter de ces premières étapes de la mobilisation et de la suite qu'il fallait préparer.

Lundi 16 septembre au matin, au Montage, à la pause de huit heures, une assemblée de 30 ouvriers s'est transformée en un débrayage de 120 travailleurs. Après avoir manifesté en scandant dans les allées du Montage : « La baisse des salaires on n'en veut pas, les samedis gratuits on n'en veut pas, les mutations forcées on n'en veut pas et cet accord pourri on n'en veut pas », les grévistes se sont donné rendez-vous avec l'objectif d'être encore plus nombreux le mercredi 18.

Correspondant LO

• À Mulhouse

Un débrayage qui fera date

Mercredi 11 septembre, près de 900 ouvriers débrayaient à l'usine PSA de Mulhouse à l'appel de quatre syndicats : CGT, CFDT, CFTC et UNSA.

Dans cette « usine réputée plutôt calme » selon une agence de presse, c'est l'annonce des attaques en préparation sur nos salaires qui a suscité le plus gros débrayage que l'on ait connu depuis la grève de 1989.

Comme le dira ensuite un gréviste : « Je n'ai jamais fait grève de ma vie, mais quand on touche à mon assiette, c'est plus possible. » Cet appel à débrayer correspondait à un mécontentement partagé par un grand nombre de salariés de l'usine. Particulièrement dans les secteurs liés à la production de la Peugeot 2008, cela sonne comme une provocation, alors que les heures supplémentaires s'enchaînent depuis des mois avec tous les samedis travaillés ainsi que deux jours fériés d'ici à la fin de l'année.

La veille du mercredi 11 septembre, la direction tentait de dissuader les ouvriers de faire grève, arrêtant la production pendant dix minutes pour organiser partout des réunions d'équipe. Le message se voulait rassurant : « Rien n'est signé, ayez confiance en vos syndicats qui négocient, pensez à l'image de Mulhouse, la seule mobilisation utile est celle pour garantir l'avenir de l'usine. », etc. Mais tout ce que la direction a réussi à faire est d'énervé encore plus bon nombre de travailleurs.

Le 11, dès 5 h 30, 500 ouvriers se réunissaient au centre du site et une large majorité défilait ensuite le long des lignes de montage où les deux chaînes de production étaient arrêtées. Les cadres avaient dû sortir du lit plus tôt que d'habitude. Après

un peu moins de deux heures de débrayage, l'engagement était pris par les ouvriers en grève de tout faire pour se retrouver plus nombreux lors de la prochaine action. Puis l'équipe d'après-midi débrayait également à la prise de poste, et 300 ouvriers se réunissaient pour défilé une nouvelle fois au Montage.

Le lendemain, la direction réunissait à nouveau tous les salariés avec des réunions d'équipe, pour leur présenter les « avancées de la négociation ». Bien entendu, personne n'était dupe de la véritable cause de ce premier recul de la direction, qui est à mettre à l'actif des débrayages.

Dans ces deux débrayages, qui ont été suivis par un débrayage en équipe de nuit à l'Emboutissage, on a pu voir un grand nombre d'ouvriers faire grève pour la première fois, et c'est un encouragement pour la suite.

Correspondant LO



• À Aulnay-sous-Bois

La direction ment

À l'usine d'Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, la direction de PSA, qui veut fermer le site fin 2013, continue à mentir en affirmant qu'elle a trouvé une solution pour tous les travailleurs. Au contraire, des centaines d'ouvriers n'ont pas trouvé de reclassement en dehors du groupe et bien d'autres n'ont pas de propositions précises de mutations internes. Du

coup les travailleurs se mobilisent. Des assemblées générales se sont tenues ces derniers jours. Celle de vendredi 13 septembre a regroupé 250 travailleurs, qui ont décidé de se joindre à la mobilisation des salariés du groupe contre le plan de compétitivité de la direction en allant manifester le 18 septembre devant le siège de PSA avenue de la Grande-Armée à Paris.

Les syndicalistes maison ont beau répéter que les problèmes des travailleurs d'Aulnay sont différents et que la mobilisation contre les accords de compétitivité ne les concerne pas, c'est avec tous les autres travailleurs du groupe que ceux d'Aulnay ont une chance de faire reculer la direction, y compris sur leurs problèmes de reclassement.

Correspondant LO

• Michelin – Joué-lès-Tours (Indre-et-Loire)

Menacés de licenciements

Les travailleurs se mobilisent

Début juin, les 960 travailleurs de l'usine Michelin de Joué-lès-Tours ont appris que le patron comptait se débarrasser de 730 d'entre eux d'ici quelques mois, avec la suppression de la fabrication de pneus poids lourds à laquelle l'usine est dédiée depuis une dizaine d'années.

Depuis cette annonce, la direction a multiplié les réunions avec les représentants des syndicats, réunions d'où il n'est rien ressorti, sinon la volonté bien arrêtée de Michelin de maintenir les licenciements et de les payer le moins cher possible. À l'occasion d'une de ces réunions qui s'était tenue le 26 juin à Clermont, siège du groupe, plus de 400 travailleurs de Joué avaient fait le déplacement pour y manifester leur colère.

Mercredi 11 septembre devait se tenir la dernière réunion à Joué, avant la suivante, annoncée comme déterminante, qui doit se dérouler à Clermont le 19. Depuis le début, ces pseudo-négociations se déroulent hors de l'usine, dans une salle municipale située à un bon kilomètre. Cette fois, les syndicats CGT et Sud ont appelé les travailleurs à débrayer et à

se déplacer en nombre pour les y accompagner. Comme s'ils n'attendaient que cela depuis des semaines, les travailleurs ont été nombreux à répondre présent. Les débrayages ont massivement vidé les ateliers dans les trois équipes et ce sont près de 500 ouvriers qui se sont rendus en cortège de l'usine jusqu'à la salle.

Là, les délégués CGT, Sud et CGC ont dénoncé les scandaleuses propositions de la direction : des primes dérisoires,

le « choix » de s'embaucher en intérim dans les entreprises du coin, des sites de mutations imposés par la direction... Ils ont rappelé que, aux dires des experts, ces licenciements n'ont aucune justification économique. Mais cela est une évidence pour tous. Tout le monde sait que Michelin, avec les milliards de bénéfices accumulés depuis des années (1,6 milliard encore en 2012), a parfaitement les moyens de maintenir ces 730 emplois.

Ils ont ensuite demandé que neuf volontaires, parmi les plus jeunes, les moins jeunes et les plus anciens, les accompagnent à l'entrevue. Une heure après, tous sont ressortis pour dire,

comme chacun s'y attendait, que la direction n'avait rien à dire avant le 19. Mais ni le directeur de l'usine de Joué ni le représentant de la direction Michelin qui le chaperonnait n'ont osé sortir devant les travailleurs pour le leur dire en direct. Leur courage a été salué par des huées bien méritées.

Il n'y a en effet aucune raison pour que Michelin sacrifie 730 travailleurs... sauf son avidité de profits sans limite. De cela, les travailleurs de Michelin-Joué sont bien conscients et leur forte présence chaque fois qu'une action est proposée montre qu'ils n'ont pas baissé les bras.

Correspondant LO

Solidarité avec les sanctionnés

A deux reprises pendant l'été, les ouvriers de Michelin à Joué-lès-Tours avaient débrayé en nombre en solidarité avec deux travailleurs convoqués en vue d'une sanction suite à une manifestation à Clermont, où la

grille d'entrée du siège avait été un peu secouée par les manifestants.

Ils étaient plus d'une centaine le 11 août, en plein milieu des congés, et plus de 500 à nouveau le 5 septembre. Les sanctions infligées – deux et

quatre jours de mise à pied tout à fait arbitraires, alors que des dizaines de manifestants se pressaient devant cette grille! – ne devraient pas trop les pénaliser, car l'idée d'une collecte de soutien a aussitôt surgi.

• Renault – Sandouville

Victoire de la lutte des « PRV »

92 anciens salariés de l'usine Renault de Sandouville, partis dans le cadre d'un Plan Renault volontariat (PRV) concocté par la direction et privés de ressources après le recul de l'âge de la retraite, ont enfin obtenu d'être indemnisés, après plus de deux ans de mobilisation.

En 2008, le PDG de Renault présentait une série de mesures visant à supprimer 6 000 emplois au total. Le PRV concernait les usines du groupe en France, y compris les filiales, les salariés âgés de 57 ans travaillant dans les services et les bureaux, mais aussi tous les ouvriers de production de l'usine de Sandouville et par extension tous les ouvriers des autres usines qui pouvaient quitter Renault. Il s'agissait, prétendait la direction, de ne plus devoir recourir au chômage partiel à l'usine de Sandouville.

Au total, ce plan a permis à Renault de supprimer plus de 4 400 emplois. Dans toutes les usines, un cabinet conseil épaulé par les cadres du service du personnel s'occupait d'emboîter les futurs volontaires... pour le chômage. La direction

promettait 36 mois de chômage indemnisé par Pôle emploi et le basculement automatique en retraite à 60 ans.

La CGT du groupe Renault avait attaqué en justice ce plan de départs volontaires, bien moins favorable aux salariés qu'un plan social. Mais la direction, aidée par les témoignages des autres syndicats, avait remporté le procès.

Mais voilà, le gouvernement Sarkozy a modifié le nombre d'années cotisées nécessaire

pour bénéficier d'une retraite entière. Jusque-là, les travailleurs en PRV voyaient le plan s'appliquer comme prévu et pouvaient faire valoir leur droit à la retraite. Mais désormais ils allaient se retrouver en fin de droits, et donc sans revenu dès le début de l'année 2013.

À l'usine de Sandouville, la direction avait trouvé mille salariés « volontaires » pour ces licenciements déguisés. C'est donc là que les anciens de Renault sans revenu se trouvaient

les plus nombreux. Un collectif de défense des « PRV Renault » fut constitué avec le syndicat CGT de l'usine. Un autre collectif, plus restreint, se mit en place à l'usine de Flins, où 400 licenciements en PRV avaient eu lieu.

Depuis plus de deux ans, les ex-Renault de Sandouville et de Flins ont donc organisé manifestations et distributions de tracts pour dénoncer leur situation. En 2012, les prud'hommes du Havre ont condamné Renault à verser 20 000 euros de dommages et intérêts à chacun des 90 ex-salariés de Sandouville. Mais Renault a fait appel, puis, pour éviter de perdre un nouveau procès, a entamé une négociation.

C'est cette dernière qui a abouti fin juillet 2013, concernant les anciens salariés de Sandouville. Ils ont définitivement gagné les 20 000 euros, auxquels s'ajoutera une indemnité individuelle.

Ce succès a été acquis grâce à l'action collective. Il encourage les 20 ex-PRV de Flins à rester mobilisés et, alors que les négociations ont commencé pour eux, à aller jusqu'au bout.

Correspondant LO



29 mars 2012: les PRV s'invitent au Pub Renault des Champs-Élysées.

• Bitume cancérigène Des patrons passifs

Saisie par la fédération CGT des salariés de la construction, l'Agence nationale de sécurité sanitaire vient de reconnaître que l'exposition aux produits bitumineux présente un risque cancérogène. Cela conforte un jugement rendu en novembre 2012 par la cour d'appel de Lyon, qui avait déclaré la société Eurovia, une filiale de Vinci, responsable de la mort d'un ouvrier suite à un cancer de la peau. Celui-ci travaillait sur les routes, dans les vapeurs de bitume, sans autre protection que ses vêtements.

Comme toutes les entreprises du bâtiment ou des travaux publics, Eurovia avait minimisé les risques encourus par les travailleurs, basant sa défense sur le fait que c'était l'exposition au soleil qui était seule à l'origine du mélanome. Ces entreprises se sentent d'autant moins tenues de fournir à leurs salariés des habits et masques de protection que la plupart d'entre eux sont des travailleurs immigrés, qui multiplient les chantiers et les entreprises de BTP en fonction des offres d'emploi, et que cette forme de cancer peut se déclencher des années après qu'ils les ont quittés, parfois même lorsqu'ils sont retournés dans leur pays pour la retraite.

L'ANSS demande aux entreprises qui utilisent des produits bitumineux de prendre des mesures de prévention, notamment en réduisant le temps d'exposition de leurs salariés à ces produits, ainsi qu'en instaurant un suivi médical. Si la reconnaissance du risque encouru par une agence officielle est une petite avancée pour les dizaines de milliers de travailleurs exposés aux composantes du bitume, l'exemple de l'amiante montre malheureusement qu'il risque de falloir un long combat pour que les entreprises du BTP fassent passer la santé et la vie des travailleurs avant leurs profits.

Marianne LAMIRAL

• Air France

De nouvelles suppressions d'emplois

Mercredi 18 septembre, le nouveau PDG d'Air France devait détailler de nouvelles réductions d'effectifs devant le comité central d'entreprise.

À son habitude, la direction a d'abord laissé filtrer l'information dans la presse cet été. Elle espérait « préparer » le personnel, avant d'annoncer, non plus 2000, mais près de 3 000 départs dits volontaires, concernant tous les métiers et secteurs de la compagnie.

Depuis des années, la direction enchaîne les plans de réduction des coûts et d'accroissement de la flexibilité. Rien que depuis 2012, avec son dernier plan, elle a fait disparaître 5 122 emplois : un dixième de l'effectif.

Avec ce plan, Transform 2015, elle voulait récupérer 1,5 milliard, sous diverses formes, mais toujours sur le dos des salariés. Elle a gelé salaires et promotions, supprimé des jours de RTT, accru la productivité du travail, en clair l'exploitation. Ainsi, sur la plupart des vols, après avoir réduit l'équipage d'un PNC (steward ou hôtesse), elle va en retirer un autre. Une surcharge de travail qui nuit à la santé des PNC et n'améliore certainement pas la sécurité des passagers, dont le personnel de bord a la charge alors qu'on le force à courir sans cesse et qu'il est éreinté. Même chose dans les secteurs industriels de la maintenance où, comme à Orly-Nord, des hangars et ateliers se sont tellement vidés ces derniers temps qu'ils semblent déserts. Mais la masse du travail à effectuer, elle, n'y a pas réellement baissé.

Avec la nouvelle saignée dans les effectifs, la direction s'apprête à céder à la sous-traitance toute une partie de l'activité en escale, notamment dans les aéroports de Marseille, Nice, Ajaccio, Bastia. Cela veut dire du personnel moins nombreux, plus mal payé

et surexploité, comme c'est de plus en plus le cas dans la plupart des métiers du transport aérien.

En outre, certaines lignes nationales et moyen-courriers devraient disparaître. Et, après avoir récemment créé des « bases province », en y délocalisant du personnel navigant, la direction s'apprête à réduire leur activité, ballotant une nouvelle fois le personnel d'un bout à l'autre du pays.

Les syndicats dénoncent à juste titre ces mauvais coups. Mais, en même temps, ils ne cessent d'appeler à l'intervention de l'État pour qu'il aide la compagnie à « faire face à une concurrence déloyale », celles des compagnies du golfe Persique, et à « contrer la concurrence des compagnies low cost », celles dites à prix réduit.

Mais le gouvernement aide déjà – et comment ! – la direction d'Air France à « faire face à la concurrence ». Il représente l'État, encore détenteur de 15,9 % des actions d'Air France depuis sa privatisation, et a donné son feu vert à ces nouvelles attaques contre les salariés de la compagnie. Quant à montrer du doigt les compagnies low cost, c'est faire semblant d'oublier que, si elles cassent les prix, c'est sur le dos de leur personnel et de leurs passagers, vu les conditions dans lesquelles on les transporte. Et puis c'est dédouaner la direction d'Air France-KLM qui agit de la même façon quand elle développe ses filiales à bas coût et veut mettre l'ensemble de son personnel au régime « low cost » !

S'ils veulent ne pas se laisser faire, les salariés d'Air France ont tout intérêt à ne se faire aucune illusion : face à eux et contre eux, ils ont la direction de la compagnie, ses actionnaires et aussi le gouvernement, n'en déplaise aux dirigeants syndicaux.

Correspondant LO

• Ligne D du RER

Grève à la Maintenance

La SNCF et le STIF (Syndicat des transports d'Ile-de-France) ont prévu d'augmenter le nombre de RER en circulation aux heures de pointe sur la ligne D... sans augmenter pour autant le nombre total de rames, ce qui oblige à les entretenir avec une fréquence plus élevée.

Aux ateliers de maintenance de ces RER, à Villeneuve-Saint-Georges, cela se traduirait pour la plupart des agents par une dizaine de nuits par mois et un week-end sur trois qui devraient être désormais travaillés.

Réunis plusieurs fois en assemblée générale dans les semaines précédentes, avec à chaque réunion près des deux tiers des effectifs présents (soit environ 70 agents), les travailleurs n'ont eu comme réponse à leur mécontentement que de vagues promesses concernant

des embauches et quelques passages à la qualification supérieure.

Dimanche 8 septembre, ils ont décidé de se mettre en grève pour se faire entendre, en particulier sur l'aménagement des horaires et l'augmentation des salaires. Une vingtaine de grévistes sont venus tenir un piquet de grève à l'entrée du dépôt, le jour où la nouvelle organisation devait être mise en place. Pendant les trois jours de grève, le taux de grévistes était de près de 70 %, avec des

équipes dépassant les 90 % et la passivité complice d'une partie de la maîtrise. Pour continuer à sortir des rames des ateliers, la SNCF a été obligée de faire venir des cadres de Saint-Pierre-des-Corps.

Devant cette mobilisation, la direction a finalement accordé une prime exceptionnelle de 400 euros, deux heures supplémentaires payées par week-end et une augmentation de la prime de travail pendant quatre mois. La reprise a été votée à une courte majorité le mardi 11 septembre, ce qui n'empêchait pas des travailleurs de considérer qu'il n'y avait pas encore le compte.

Correspondant LO

• Crédit impôt compétitivité

Un beau cadeau pour la SNCF

Pour le premier semestre 2013, la SNCF a affiché de bons résultats financiers, avec un bénéfice net de 580 millions d'euros. Pour expliquer ce résultat, ses dirigeants ont mis en avant la « maîtrise des coûts » – ce qui signifie la suppression des emplois et la dégradation des conditions de travail –,

mais aussi les effets du crédit impôt compétitivité. La SNCF a en effet commencé à bénéficier, comme tous les patrons, de cette nouvelle ristourne proposée par le gouvernement depuis janvier. Rien que pour le premier trimestre, cela a représenté un cadeau de 106 millions d'euros, et cette somme

ira encore en augmentant en 2014.

Ce financement public aurait pu servir à embaucher des cheminots, à augmenter les salaires ou à améliorer le matériel ferroviaire. Mais vu la politique affichée par les dirigeants de la SNCF, ce ne sera pas le cas.

Correspondant LO

• Maternité des Lilas (Seine-Saint-Denis)

La mobilisation continue

Sur des centaines de badges, le slogan « la maternité des Lilas vivra » a été imprimé par le comité de soutien pour marquer la volonté du personnel de refuser la fermeture de la maternité.

Le projet de reconstruction sur la commune des Lilas avait été acté par l'Agence régionale de santé (ARS) en 2009, dans le cadre du plan Hôpital 2012. En janvier 2012 François Hollande, candidat à la présidentielle, avait garanti ce plan. En janvier 2013 la ministre de la Santé, Marisol Touraine, et la ministre du Droit des femmes lui apportaient leur soutien en visitant la maternité.

Mais voilà que, le 3 juin 2013, l'ARS a renoncé à la reconstruction de la maternité aux Lilas pour cause de déficit budgétaire et, fin juin, a proposé au personnel de déménager dans les locaux de l'ancienne maternité de l'hôpital de

Montreuil, aux locaux vétustes et inadaptés, contre toutes les promesses du gouvernement et de l'ARS.

Malgré de nombreuses actions et manifestations devant l'ARS et le ministère de la Santé, le 20 août l'ARS persiste dans le « projet Montreuil », qui prévoit d'accorder 1 500 mètres carrés à la maternité des Lilas, alors que sa reconstruction en prévoyait 5 000. Le 11 septembre on a appris que l'ARS a chargé le professeur Frydman, une personnalité du monde médical connue grâce au premier bébé-épiprovette français, d'étudier « en toute indépendance » l'hypothèse d'un déménagement à Montreuil pour « apprécier si ce projet est adapté aux spécificités propres au projet médical porté par les équipes de la maternité des Lilas ».

Cela n'a pas, bien entendu, arrêté la mobilisation. Après avoir réalisé un calendrier où

apparaissent des infirmières et des sages-femmes légèrement dénudées, qui a permis de rompre le silence des médias, le personnel de la maternité appelle à une manifestation le samedi 21 septembre aux



Lilas. Le rendez-vous est fixé à 11 heures place de la Mairie (métro Mairie-des-Lilas). La détermination est intacte.

Correspondant LO

• Cinq ans après la faillite de Lehman-Brothers

D'une crise à l'autre...

Il y a cinq ans, le 15 septembre 2008, la faillite de Lehman-Brothers, deuxième plus grande banque d'investissement américaine, ruinée par des investissements spéculatifs réalisés à crédit qui avaient mal tourné, menaçait d'entraîner dans sa chute toutes les grandes banques, avec lesquelles elle avait tissé de multiples liens financiers, et rendues elles-mêmes vulnérables par les mêmes spéculations hasardeuses, ou d'autres.

Les gouvernements se sont alors portés au secours de leurs banquiers avec l'argent des contribuables et, à coups de milliards, leur ont sauvé la mise, faisant exploser les déficits et l'endettement des États. Et plaçant du même coup les États les plus vulnérables sous la coupe des spéculateurs.

Les États à la rescousse

Mais la crise des banques, qui les avait rendues incapables de jouer leur rôle dans le financement de l'économie, plongea le monde dans la récession. Sous prétexte de les inciter à faire à nouveau crédit aux entreprises et aux ménages pour favoriser la fameuse reprise, les banques centrales – américaine, européenne, britannique et japonaise – prirent le relais des gouvernements en leur fournissant, gratuitement ou presque, des milliards de dollars, d'euros, de livres ou de yens. Depuis un an, la Réserve fédérale américaine achète chaque mois pour 85 milliards de dollars de titres divers. D'après la presse, depuis le début de la crise, elle aurait

ainsi injecté 3 000 milliards de dollars sur les marchés financiers. Plus modestement, si on peut dire, la Banque centrale européenne (BCE) a prêté en 2012 aux banques européennes 1 000 milliards d'euros pour trois ans à 1 %. Un argent qui n'est soumis à aucune condition, ni à aucun contrôle, et dont les banques peuvent donc faire ce qu'elles veulent.

Depuis 2008, écrit le journal *Les Échos*, « la grande finance a retrouvé ses profits, mais la croissance, elle, reste en berne ». C'est qu'au lieu de financer l'économie, les milliards versés par les banques centrales ont continué essentiellement à alimenter la spéculation, au gré des opportunités sur les monnaies, sur les actions, sur les matières premières, sur la dette des États, etc. Tout, sauf l'économie réelle.

Les banques « de l'ombre »

Les banques semblent donc sorties d'affaire. Mais nombre d'entre elles sont loin d'avoir soldé les comptes de la crise. Récemment, la presse faisait état

du fait que les banques européennes « abritent dans le secret de leurs bilans, de nombreux actifs douteux hérités des excès du milieu des années 2000 ». Ces actifs douteux représenteraient de l'ordre de 1 000 milliards d'euros, et constituent une véritable bombe à retardement, qui peut éclater d'un moment à l'autre.

Depuis 2008, d'un G7 ou d'un G20 à l'autre, les dirigeants des États impérialistes ont multiplié les promesses de régulation destinées à empêcher les banquiers spéculateurs de nuire : on allait voir ce qu'on allait voir ! On n'a rien vu, ou presque. Face à la pression des banquiers, tous, d'Obama à Hollande en passant par Sarkozy, ont reculé. Les banques gardent donc les coudées franches.

Il faut dire qu'une grande partie des opérations bancaires échappe de toute façon à toute régulation : il s'agit des activités des banques dites « de l'ombre », organismes financiers qui réalisent leurs opérations « de gré à gré », directement de banquier à banquier, sans passer par les marchés dits réglementés – comme les Bourses de valeur, par exemple – et donc en se soustrayant au contrôle des autorités bancaires. À la fin 2011, leurs actifs représentaient 67 000 milliards de dollars, soit l'équivalent de la moitié des actifs des « vraies banques », c'est-à-dire des banques ayant

pignon sur rue. Avec la crise, et, surtout, avec les menaces de réglementation du système bancaire, ce secteur incontrôlé de la finance ne peut que croître. « Plus la transparence se fait sur les banques officielles » – écrit le journal *Les Échos* – « plus prospèrent ces établissements opaques ». Il faut dire qu'entre celles-ci et celles-là, il y a plus que des vases communicants : de multiples liens.

Pour rester dans l'ombre, l'existence de ces organismes financiers pirates n'en est pas moins connue et n'est pas contestée par les autorités. Comme n'est pas contesté le fait que c'est dans une large mesure leurs opérations de spéculation sans contrôle – à base de titrisation, de produits dérivés, et autres produits financiers sophistiqués – qui sont à l'origine de la crise des subprimes de 2007-2008 et de la crise bancaire qui en a été la conséquence.

Cinq ans après la faillite de Lehman Brothers, tous les commentateurs – professionnels de la finance ou journalistes – reconnaissent que la crise qu'elle a ouverte est loin d'être terminée. Toutes les conditions sont réunies pour qu'éclate à nouveau une nouvelle crise qui prolonge et aggrave celle de 2008, pour les mêmes raisons et avec les mêmes responsables, les banquiers.

Jean-Jacques LAMY

Les populations sous la menace de la spéculation

Ces trois dernières années, les transactions sur le marché des changes ont augmenté d'un tiers. Actuellement, le volume des transactions sur les monnaies représente 5 300 milliards de dollars chaque jour, soit 4 000 milliards d'euros. C'est l'équivalent par exemple de 90 % du PIB annuel du Japon. Pendant ce temps le commerce mondial, lui, stagne quand il ne diminue pas. En 2012, les exportations mondiales de marchandises ont représenté en valeur, quelque 18 300 milliards de dollars. Ce qui représente moins de 1 % des transactions sur le marché des changes. Autrement dit, 99 % des transactions journalières ne correspondent à rien d'autre qu'à de la spéculation sans aucune utilité pour l'économie.

Cette croissance délirante de la spéculation monétaire a été alimentée par les banques centrales à coups de milliards. Mais il a suffi de l'annonce par le président de la FED, Ben



Bernanke, de la diminution prochaine de ce montant d'aides publiques, pour provoquer de nouveaux soubresauts. Les institutions bancaires, financières et l'ensemble des groupes capitalistes ont cherché à rapatrier leurs capitaux placés dans des pays dits émergents comme l'Inde, le Brésil ou l'Indonésie.

Cette soudaine agitation autour de ces monnaies a provoqué la chute du cours de celles-ci. La monnaie indienne a perdu 25 % de sa valeur depuis mai dernier et 8,1 % rien qu'en août. Et c'est l'économie réelle de ces pays qui se retrouve en danger.

Ce système économique où 99 % des sommes d'argent

servent à la spéculation financière est non seulement totalement absurde, mais aussi particulièrement nuisible car il peut de nouveau exploser à tout moment et plonger toute la société dans une crise économique encore plus terrible. Il est urgent de le détruire... à 100 %.

Marion AJAR

• États-Unis La prétendue reprise immobilière

Nous reproduisons ci-dessous un extrait de *The Spark* du 16 septembre, le bimensuel de l'organisation trotskyste américaine du même nom.

À en croire les déclarations béates des responsables gouvernementaux, l'augmentation rapide des prix de l'immobilier ces deux dernières années a pratiquement effacé la crise immobilière d'il y a cinq ans. Pourtant, il y a encore plus de trois millions de ménages qui sont sous le coup d'une saisie ou qui vont l'être prochainement, et ce n'est pas du tout la fin des saisies.

Comment se fait-il alors que malgré ce nombre encore considérable de personnes dont la maison va être saisie, les prix de l'immobilier augmentent soudain si rapidement ? De gros ensembles de maisons saisies ont été vendus à des entreprises créées par Wall Street. Ces entreprises ont commencé à acheter et louer en gros ces logements. Dans le sud de la Californie, en Arizona, et au Nevada, les faubourgs de villes ont connu une ruée virtuelle sur les terrains : une demande frénétique a fait monter les prix de plus de 20 % en un an. Des spéculateurs individuels à la recherche d'un profit rapide se sont mis aussi dans la course en achetant et revendant les maisons.

Une augmentation rapide des prix ne peut que rendre plus difficile à l'acheteur ordinaire l'acquisition d'une maison et il lui est plus difficile d'obtenir un prêt immobilier. Un expert de l'immobilier a ainsi déclaré au *Los Angeles Times* : « Les revendeurs vendent à ce qu'il n'y ait plus personne à qui refiler la maison. Et c'est alors qu'on a une grosse crise ». Ainsi, cette prétendue reprise de l'immobilier n'est autre qu'une nouvelle bulle spéculative alimentée par les banques et qui peut éclater à tout moment.